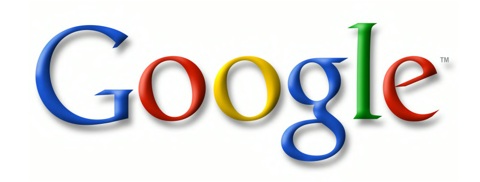
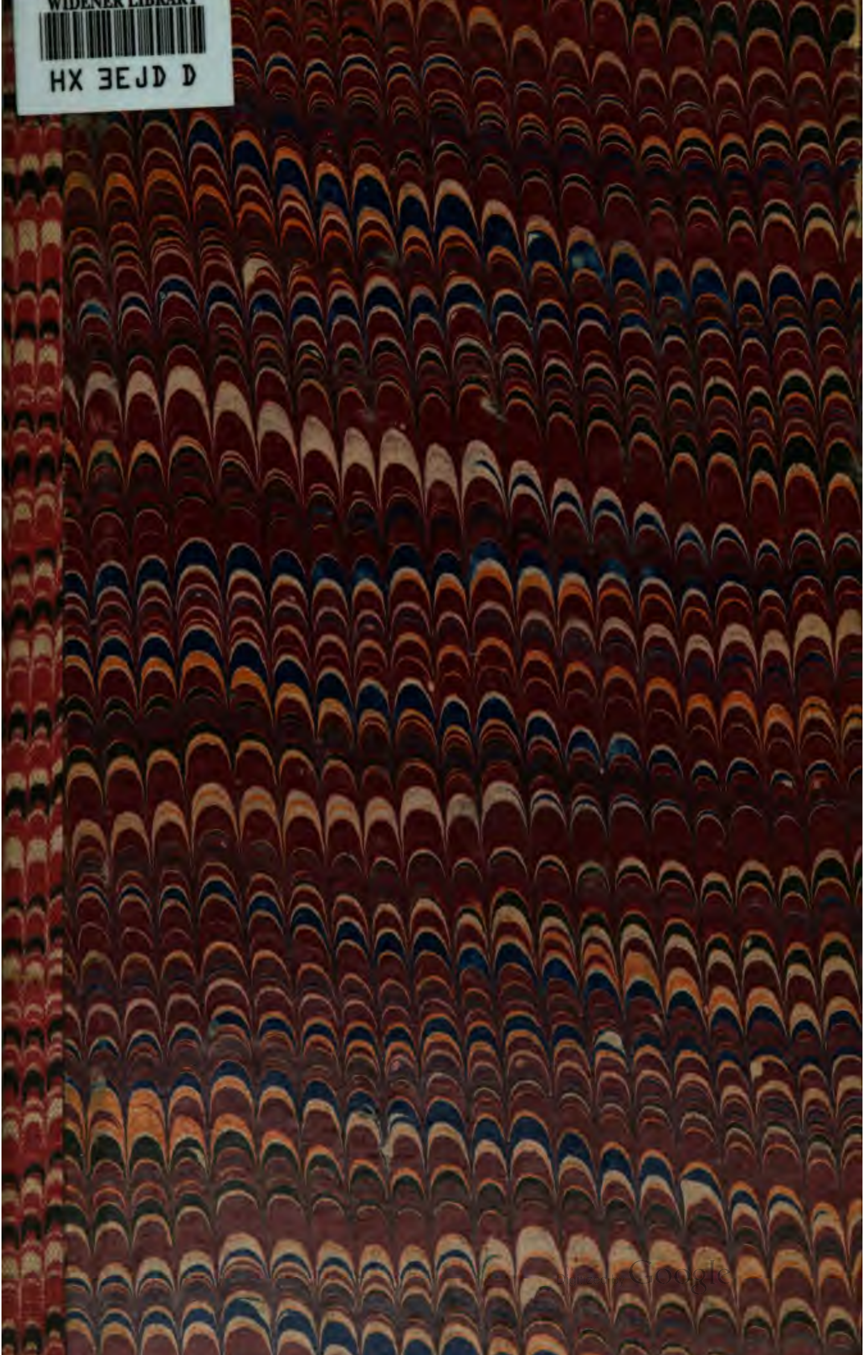
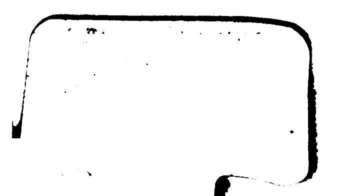



WIDENER LIBRARY
HX 3EJD D
Digitized by Google


SIGILLVM ACADEMIAE HARVARDIANAE IN NOV ANG
VE
RI
TAS



NEUF-BRISACH

LA GUERRE EN ALSACE

NEUF-BRISACH

SOUVENIRS DE SIÉGE ET DE CAPTIVITÉ

PAR

CHARLES RISLER
Lieutenant à la 1re batterie d'artillerie de la Garde mobile du Haut-Rhin.

GASTON LAURENT-ATTHALIN
Lieutenant au 2e bataillon d'infanterie de la Garde mobile du Haut-Rhin.

PARIS
BERGER-LEVRAULT & Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS
5, RUE DES BEAUX-ARTS, 5
1873

PRÉFACE

Notre idée première n'était pas de publier ces notes écrites sous le coup des impressions du moment, et qui sont l'écho de souvenirs peut-être trop personnels.

De toutes parts cependant s'accumulent les documents qui serviront un jour à retracer dans toutes ses parties la lutte franco-allemande; — généraux, hommes d'état, simples citoyens, tous à l'envi nous ont donné le récit de leurs actes et des événements dont ils ont été les témoins.

Nous voulions laisser à une parole plus autorisée, à un homme de l'art mieux à même de juger des questions militaires, le soin douloureux de collaborer à cette page sanglante de nos annales, en écrivant l'histoire de la défense et de la chute de cette place frontière.

Nul jusqu'ici ne l'a fait connaître. — Seule l'histoire officielle existe; on connaît l'avis

motivé du Conseil d'enquête sur les capitulations.

S'inspirant uniquement du dossier fourni par le commandant de la place, n'acceptant pas les dépositions de ceux qu'il allait accuser, le Conseil, dans sa séance du 8 janvier 1872, couvrit d'un verdict déshonorant la garnison tout entière de Neuf-Brisach.

De nombreuses protestations ont réclamé une contre-enquête. On n'en a tenu aucun compte (1).

Dès lors notre voie était toute tracée : rapporter exactement les faits qui se sont passés sous nos yeux, dire les émotions du combat, les souffrances de la captivité comme nous les avons ressenties, — tel nous a semblé être notre absolu devoir. Nous le devions surtout à l'honneur de notre malheureuse Alsace en tout temps si jalouse de se montrer française et patriote.

Nous savons ce qui s'est fait. — Nous ignorons ce qu'on a voulu faire ou ce à quoi l'on eut pu arriver en employant d'autres moyens.

(1) Nous devons ajouter cependant que M. le Ministre de la guerre a fait répondre officieusement à M. le capitaine de Lacroix que, si l'on adressait au ministère un mémoire sur le siége de Neuf-Brisach, cette pièce serait jointe au dossier de la capitulation et servirait à éclairer l'histoire.

Nous nous sommes abstenus de toute appréciation, de toute critique, laissant à nos lecteurs le soin de déduire de faits rigoureusement exacts, les conclusions qui leur paraîtront en ressortir.

Puissions-nous dans ces pages nous faire les interprètes fidèles du sentiment de nos chefs, de nos camarades, de nos soldats!

Nous osons l'espérer! (1)

Paris, le 1er mars 1873.

(1) Nous remercions MM. les capitaines V. de Lacroix et J. Stœcklin, ainsi que les lieutenants Metchlin et Geistodt des renseignements qu'ils ont bien voulu nous fournir.

NEUF-BRISACH

CHAPITRE PREMIER.

DESCRIPTION DE LA PLACE ET DE SES ENVIRONS. — ÉTAT DE LA PLACE LE 1er AOUT. — ALERTE DU 7 AOUT.

Description de la place.

Lorsque Louis XIV eut cédé Vieux-Brisach, forteresse alors démantelée, située sur la rive droite du Rhin, il chargea Vauban de défendre en cet endroit le passage du fleuve devenu notre frontière de l'Est. — La disposition pour le passage est en effet des plus favorables un peu en amont de Vieux-Brisach, le cours du Rhin faisant un rentrant en pays ennemi.

Vauban étudia les lieux et, sur un terrain par-

faitement plan, il mit en pratique son troisième système. Il créa, à 3200 mètres du Rhin, à 4,000 mètres de Vieux-Brisach, la place de Neuf-Brisach, considérée à juste titre comme son chef-d'œuvre.

La place a la forme d'un octogone régulier; huit fronts bastionnés parfaitement semblables forment le corps de place. Les bastions, ou plutôt les tours, ainsi que les courtines qui les relient, sont casematés. Chaque tour est couverte par une contregarde, ouvrage détaché en forme de lunette et construit sur la même capitale. Le mur de revêtement de cet ouvrage, qui lui aussi a son fossé, ne s'élève que très-peu au-dessus du terrain naturel, et sa berme est plantée d'une haie pour en rendre l'accès impraticable. — Entre les contregardes, protégeant le pied du mur du corps de place, se trouvent des tenailles en avant desquelles sont établies d'importantes demi-lunes ayant aussi leur fossé.

Enfin, pour défendre les abords de la contrescarpe, il s'y trouve installé un parapet analogue à celui de la fortification passagère. La plongée de ce chemin couvert continue et forme le plan de glacis.

Le grand avantage de ce système de fortification est l'emploi d'une énorme masse couvrante en terre, placée en avant du mur; il rend très-pénible

et difficile un siége régulier; il est également parfait pour le cas d'une attaque de vive force ou d'un assaut.

En supposant même les feux de l'artillerie éteints, une descente dans les fossés peut être repoussée, avec des pertes énormes pour l'assiégeant, par les feux de mousqueterie. La longueur des fronts est en effet très-peu étendue, 300 mètres de saillant à saillant; les faces et les flancs des tours et des ouvrages extérieurs sont, de plus, larges et commodément aménagés, et ils peuvent porter un nombre respectable de défenseurs.

Outre ses fortifications, Neuf-Brisach possède, en avant de plusieurs de ses fronts, des défenses naturelles. Tout d'abord le canal Vauban ou de Neuf-Brisach, construit dans le but d'alimenter les fossés de la place, arrivant d'Ensisheim où il demande ses eaux à l'Ill, coule depuis le village de Weckolsheim presque normalement à la place vers la porte de Belfort au sud-ouest. A 450 mètres des ouvrages extérieurs, sur le canal, se trouve le bâtiment d'une machine hydraulique qui sert à détourner les eaux dans les fossés. A partir de cet endroit les eaux s'écoulent dans le prolongement de ce canal, qui court à l'ouest sur les glacis, à 100 mètres des chemins couverts, jusqu'à la porte de Colmar au delà de laquelle le canal quitte de nouveau

normalement la place, et court du côté de Widensholen.

D'autre part, le canal du Rhône au Rhin arrive également à la porte de Belfort, parallèlement au canal Vauban; une étroite languette de terre seulement les sépare. A partir de la porte de Belfort, le canal court sur les glacis, à 100 mètres également des chemins couverts, à l'est de la place, jusqu'à la porte de Strasbourg. En face de cette porte, il forme un vaste bassin puis s'éloigne normalement à la place.

Voies de communication.

Les principales voies de communication qui arrivent à la place sont au nombre de trois : au nord-ouest, la route de Colmar qui entre dans la ville par la porte de Colmar, percée dans la courtine 3-4. A cette route vient s'embrancher, sur les glacis, la route de Weckolsheim, qui longe, pour ainsi dire, le canal Vauban.

La route de Strasbourg, au nord-est, entre dans la place par la porte à laquelle elle a donné son nom, et qui est percée dans la courtine 5-6. Sur les glacis se trouve la bifurcation de cette route avec

celle qui conduit à l'est au fort Mortier et au bac sur le Rhin, à la hauteur de Vieux-Brisach.

La route de Bâle, au sud-est, arrive à la porte de ce nom, courtine 7-8.

Enfin une quatrième porte, celle de Belfort, est percée, au sud-ouest, dans la courtine 1-2. Elle n'est pas en service. — Les portes, comme l'indiquent les numéros des courtines, sont situées symétriquement sur quatre des côtés de l'octogone.

Environs de la place.

En faisant le tour de la place sur le rempart, partant de la porte de Belfort et marchant vers la droite, on remarque tout d'abord, en avant de cette porte, le village de Weckolsheim, à 2,000 mètres environ; puis, dans l'angle formé par le canal Vauban, la grande forêt du Kastenwald, en arrière du village de Wolfgantzen, situé à l'ouest, à 2,200 mètres sur la route de Colmar. — Au nord-ouest, à 2,200 mètres, la butte de tir sur la rive droite du canal Vauban; en arrière le clocher de Widensholen. — Entre la porte de Colmar et celle de Strasbourg, les jardins de la Petite-Hollande s'étendant jusqu'aux chemins couverts. Puis à 3,400 mètres, appuyée au canal du Rhône au Rhin, la

forêt de Niederwald. — A droite du canal, à 2,300 mètres, le gros village de Biesheim, à cheval sur la route de Strasbourg; — le fort Mortier; — puis à l'est, le village de Wolgelsheim en arrière duquel on aperçoit les hauteurs de Vieux-Brisach, puis les villages d'Algolsheim et d'Obersasheim, et enfin Heiteren sur la route de Bâle.

Point d'attaque.

Dans la supposition d'un siége régulier, l'attaque devait évidemment se porter sur le front nord de la place. Il était aisé de cheminer sur la capitale de la tour n° 4, entre la porte de Colmar et celle de Strasbourg. On pouvait de ce côté arriver à couronner les chemins couverts sans avoir été arrêté dans ses travaux par les deux canaux qui de toutes parts, à cette exception près, enveloppent la place. — Ajoutons que, de ce côté, l'assiégeant pouvait rester en relation commode avec sa ligne de soutien, en admettant qu'il n'entreprît le siége que maître absolu de la Basse-Alsace; et il avait à sa disposition, pour faire rouler son matériel et ses munitions, la grande route de Strasbourg.

Bâtiments militaires.

Avant de terminer cette description, il nous faut mentionner encore les bâtiments militaires de la place.

Le bâtiment affecté au Commandant se trouve au sud-ouest de la place d'Armes qui forme au centre de la ville un vaste carré. — A côté de ce bâtiment, et formant le coin, la direction de l'artillerie; derrière, l'arsenal très-vaste et possédant deux petits parcs.

En temps de paix, quatre grandes casernes servent au logement des troupes de la garnison; presque adossées au rempart dont elles dominent de beaucoup la crête, elles sont situées le long de celles des courtines où les portes n'ont pas été percées. Derrière chacune d'elles se trouve une poterne qui permet de descendre dans le fossé.

La place possède un hôpital militaire. — Deux poudrières en maçonnerie, datant de la fin du siècle dernier, s'élèvent l'une à la porte de Colmar, l'autre à la porte de Bâle. Un grand magasin à fourrage est situé près de la porte de Strasbourg, à proximité des deux casernes disposées pour la cavalerie.

Fort Mortier.

La forteresse de Neuf-Brisach ne possède pas une ceinture de forts détachés; cependant un ouvrage isolé, le fort Mortier, la couvre à l'est. — Comme nous le vîmes plus tard, ce fort isolé ne put tenir l'ennemi à distance et l'empêcher d'établir ses batteries de bombardement. — De notre côté, nous ne pûmes venir efficacement en aide au fort par notre artillerie.

Ancienne tête de pont de la forteresse de Vieux-Brisach, le fort Mortier a son saillant très-aigu tourné du côté de Neuf-Brisach. Cet ouvrage est fermé à la gorge par un simple rempart revêtu en maçonnerie, qui se raccorde aux faces du saillant en formant des angles arrondis; il est entouré d'un large fossé, et sur la contrescarpe se trouvent des parapets en terre. Dans son rempart, des casemates ont été ménagées, mais en temps ordinaire les troupes de garnison logent dans une caserne qui s'appuie au rempart. Ajoutons enfin que ce fort est dominé entièrement par Vieux-Brisach, qui s'élève sur un contre-fort des montagnes de la Forêt-Noire.

Arrivée et installation de la garde mobile.

Aussitôt après la déclaration de guerre, la garde mobile du Haut-Rhin fut appelée à l'activité. Les deuxième et troisième bataillons d'infanterie, la première et la deuxième batterie d'artillerie devaient faire partie de la garnison de Neuf-Brisach. Les officiers devaient y être rendus le 30 juillet, les hommes des classes de 1867, 1868, 1865 et 1866, le 1er et le 2 août.

A cette époque, aucun des préparatifs de la défense n'était commencé. Il est vrai qu'il eût été difficile qu'il en fût autrement, la garde mobile devant former la partie la plus considérable de la garnison. Les pièces étaient à l'arsenal, descendues de leurs affûts; à peine, dans les ouvrages extérieurs, quelques pièces du contingent réglementaire de l'armement de sûreté se trouvaient en batterie. Les remparts, ombragés par deux rangées de fort beaux arbres, semblaient uniquement destinés à la promenade. Les parapets n'étaient pas réparés, les talus recoupés, les plongées rétablies. Çà et là seulement apparaissait une faible traverse sans abri.

A ce moment, la garnison se composait du dépôt du 74e de ligne, et de celui du 4e chasseurs à cheval.

Le 1er et le 2 août, le flot des défenseurs en blouse et en sabots vint battre les murs, et peu à peu s'écoula dans la ville par toutes les issues. La plupart des conscrits arrivaient sur des charrettes enguirlandées. Devant l'une d'elles était attaché un grand mannequin hideux; un écriteau planté dans sa poitrine le flétrissait du nom de Bismarck.

Dès ce jour la besogne devint sérieuse; il fallut coucher tout ce monde; on ouvrit toutes les casernes qui nous étaient réservées, mais on reconnut bientôt qu'elles étaient insuffisantes. Quelques casemates nous furent assignées. A peine si l'on nous offrit quelques matelas et quelques bottes de paille. Ce n'était pas un accueil bien séduisant, surtout pour ceux qu'on logea dans les casemates. Et de fait ces dortoirs étaient d'un aspect peu attrayant. Cependant nous devons reconnaître que nos conscrits en prirent assez vite leur parti. Les casemates étaient sèches d'ailleurs, mais l'air s'y renouvelait difficilement.

Au bout de quelques jours, l'ordre se mit dans les casernements. Beaucoup d'hommes couchèrent sur la paille; aux autres on donna un matelas et une couverture pour deux. L'ordre, du reste, n'était qu'apparent; la plus aimable fantaisie caractérisait la distribution des compagnies du même bataillon

dans les différentes casernes, ce qui compliquait singulièrement le service.

Le 2, lorsqu'on fut dans la nécessité de faire la soupe, il fallut bien s'apercevoir que, comme les lits, les marmites faisaient défaut. On réquisitionna quatre buanderies peu appétissantes. Il n'est pas difficile de se rendre compte du gâchis qui résulta d'une pareille organisation. On tenta d'y remédier en enlevant les marmites de ces buanderies et l'on construisit des cuisines en plein vent, ce qui fut un peu plus commode.

Les hommes continuaient à arriver, mais comme on n'avait pas indiqué sur leur feuille de route le numéro de leur compagnie, chacun d'eux s'adressait à tous ceux qu'il rencontrait pour se faire renseigner. C'était un tohu-bohu inimaginable.

Peu de jours après notre arrivée, le lieutenant-colonel commandant la place, M. Lostie de Kerhor, réunit à midi son corps d'officiers. — Après quelques phrases pleines d'une énergie qui nous donna bon espoir, il déclara de la manière la plus formelle que si la ville venait jamais à être à bout de ressources, il la ferait sauter plutôt que de la rendre. Nous crûmes et nous applaudîmes.

Nous ne perdîmes pas de temps. Le 5 août, nos hommes, sans habits et sans armes, commencèrent à manœuvrer; on faisait l'exercice de 4 heures et

demie du matin à 7 heures et demie, puis de midi et demie à 2 heures et demie. Les artilleurs furent mis immédiatement à la manœuvre des pièces; ils étaient employés aux différents travaux de la défense, de 4 heures et demie du matin à 8 heures, et de midi à 5 heures du soir.

Fausse alerte du 7 août.

Tout allait bien lorsqu'arriva le dimanche 7 août. Depuis le matin, les parents, les amis et amies des conscrits affluaient dans la ville et leur apportaient, avec des effets, des tonnelets de vin d'Alsace; il leur fit bien vite oublier les ennuis de leur première installation. La journée n'en fut pas moins tranquille. Cependant, vers six heures, le cri : Aux armes! retentit dans toute la ville; bientôt l'on bat la générale.

Les visiteurs de la journée quittent la place en toute hâte; tandis que nos soldats, croyant comme eux à l'arrivée de l'ennemi et à un investissement immédiat, demandent à grands cris qu'on leur donne des armes. En un instant les bataillons, les batteries d'artillerie se forment sur la place d'Armes. Successivement on dirige les compagnies sur l'arsenal où on leur distribue des fusils et des car-

touches; puis elles sont réparties dans les ouvrages. — Le commandant de l'artillerie de la place confie à chacun des officiers sous ses ordres la défense d'une contre-garde. Les canonniers sont mis aux pièces avec les munitions nécessaires pour repousser une attaque de vive force. — Ce jour même était arrivée à Brisach une demi-batterie du 6e régiment d'artillerie; elle fut également dirigée dans les différents ouvrages à défendre.

On passa la nuit sur le rempart, dans une attente fébrile; mais on ne vit poindre que l'aurore sur les hauteurs de la Forêt-Noire.

Cette panique était due à la défaite de Fröschwiller à la suite de laquelle se répandit dans toute l'Alsace la croyance à l'arrivée immédiate de l'ennemi. Daté de ce jour, un ordre de la subdivision militaire déclarait l'état de siége.

La bonne volonté de nos troupes ne pouvait suppléer à leur complète ignorance du métier militaire, et il est heureux que ce jour-là nous n'ayons point été attaqués. Cette alerte avait eu du moins une certaine utilité : elle avait montré qu'il était urgent de pousser rapidement nos travaux et notre instruction, d'autant plus que la nouvelle d'une grande défaite de notre armée ne tarda pas à nous arriver. A cette époque, la garnison était composée de la manière suivante :

ARTILLERIE. — Sous les ordres du chef d'escadron Marsal, commandant l'artillerie de la place :

1° Une demi-batterie du 6e régiment d'artillerie : 70 hommes.

2° 1re et 2e batteries d'artillerie de la garde mobile du Haut-Rhin, environ 200 hommes.

INFANTERIE. — 1° Dépôt du 74e de ligne, commandé par le major Salgues, environ 500 hommes.

2° 2e bataillon de garde-mobile du Haut-Rhin, commandant Messager, environ 900 hommes; 3e bataillon de garde-mobile du Haut-Rhin, commandant Belin, environ 900 hommes.

CAVALERIE. — Dépôt du 4e régiment de chasseurs à cheval.

GARDE NATIONALE SÉDENTAIRE. — Une compagnie.

FRANCS-TIREURS. — La compagnie de Neuf-Brisach.

CHAPITRE DEUXIÈME.

TRAVAUX DE DÉFENSE. — AFFAIRE DE CHALAMPÉ. PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE.

Le fusil à tabatière fut donné aux troupes de la garde mobile. Cette arme, tout le monde le sait, est bien inférieure au chassepot et même au fusil à aiguille prussien. — De l'armement on passa à l'habillement. On mit à notre disposition une assez grande quantité d'effets, mais cependant en nombre insuffisant; les chaussures, les chemises, dans l'origine faisaient complétement défaut; quant aux sacs, cartouchières, porte-baïonnettes, il ne fallait pas y songer.

Le 12 août on passa de la théorie du tir à la pratique; chaque compagnie, à tour de rôle, se rendit à la butte de tir. Cet exercice ne fut malheureusement renouvelé que deux fois. A la première séance chaque homme eut deux cartouches à user et quatre à la deuxième.

Vers la même époque, le lieutenant-colonel

réunit les officiers de la garnison pour leur faire parcourir les différents ouvrages, sous la conduite du chef du génie. Il le chargea de nous en expliquer rapidement le système de défense. Arrivés aux chemins couverts, on nous fit comprendre que derrière les palanques qui fermaient les issues des pas-de-souris, une troupe résolue pouvait tenir presque indéfiniment. A ce moment, un Porthos du troisième bataillon essaya d'ébranler une de ces pièces de bois; et celle-ci, depuis longtemps pourrie à la base, tomba comme un champignon.

Travaux de l'artillerie et du génie.

Comme nous l'avons déjà dit, pour l'armement des remparts tout était pour ainsi dire à faire. L'aménagement du corps de place et des ouvrages extérieurs commença.

L'artillerie, en nombre insuffisant pour accomplir tous les travaux qu'exigeait la défense, recevait tous les jours un renfort d'auxiliaires d'infanterie. Dans le courant de septembre, les auxiliaires furent entièrement incorporés dans les batteries de la mobile.

Les canonniers, à tour de rôle, étaient commandés de travail avec leurs officiers; aux autres on

enseignait la manœuvre des pièces. Des ateliers de fascinage furent organisés ; on fit chaque jour un nombre respectable de gabions et de saucissons qui allaient servir de suite aux diverses constructions projetées par le commandant de l'artillerie; on en garda un certain nombre en réserve pour les réparations à faire au moment du siége et pour la construction de nouveaux épaulements, quand le point d'attaque de l'ennemi serait une fois nettement déterminé. — Concurremment à ce travail et à mesure que l'on pouvait disposer de fascinages, l'armement de la place se faisait. Des épaulements et des plates-formes furent établis sur le corps de place pour les pièces de 24 rayées. De solides traverses, dans la plupart desquelles des abris furent ménagés, s'élevèrent pour protéger les pièces et leurs servants des coups d'enfilade.

Les sept pièces de 24 que possédait la place furent mises en batterie. L'une fut installée à la gauche de la porte de Belfort, ayant vue sur Weckolsheim et surveillant la languette de terre située entre les deux canaux. Les autres furent disposées sur les courtines, à droite et à gauche de la porte de Colmar, et entre cette porte et celle de Strasbourg.

Les contre-gardes furent armées chacune en moyenne de cinq pièces; les pièces lisses, de beau-

coup supérieures en nombre aux pièces rayées, furent employées pour le flanquement.

Aux saillants et sur les faces, on installa les pièces de 12 rayées de siége et de place. Ces pièces malheureusement n'étaient pas en nombre.

La contre-garde la mieux armée n'en possédait que trois, — et quelques-uns même de ces ouvrages n'étaient armés que de pièces de 16 lisses.

La poudre, qui se trouvait dans la place en quantité considérable (au mois d'août il y en avait près de 180,000 kilos), fut transportée dans les abris voûtés des contre-gardes; on en mit également dans les poudrières des tours.

Au saillant des contre-gardes qui se trouvaient du côté du point d'attaque supposé, on construisit en galerie de mine, dans le massif du rempart, de petits magasins à poudre pouvant contenir la provision d'un jour, et où l'on pourrait, à l'abri, remplir les gargousses au fur et à mesure des besoins. A la porte de Colmar, on fit un vaste abri bien blindé et recouvert de terre. C'était là qu'on devait charger et armer de leur fusée les obus des pièces rayées.

Tous ces travaux ne se faisaient que lentement; le terrain était caillouteux, il s'entamait facilement mais n'avait aucune consistance et s'éboulait constamment. — La nature du terrain devait être un

inconvénient bien grand aussi dans la construction des traverses qu'il fallait gabionner en tous sens pour retenir les terres.

Nous nous aperçûmes bientôt que nos pièces de 24 sur affût de siége ne pouvaient donner leur portée maximum. La vis de pointage empêchait de leur donner l'inclinaison voulue ; on l'enleva et elle fut remplacée par des coins en bois, ce qui n'est peut-être pas réglementaire, mais est beaucoup plus commode; on creusa également un fossé pour la crosse, les roues portant sur une plate-forme à la prussienne. Pour les pièces de 24 et de 12 rayées sur affûts de place, on fut obligé de scier les branches de la manivelle de la vis de pointage, qui, trop longues, venaient butter contre la hausse latérale, et empêchaient de donner à ces pièces une portée dépassant 2,300 mètres.

On arma également les demi-lunes du front d'attaque supposé. La place possédait quatre pièces rayées de 4 de campagne, qui y furent installées, tirant soit en embrasure sur les faces, soit en barbette au saillant.

Malheureusement les hausses latérales manquaient pour ces pièces. Il n'y en avait qu'une seule ; on allait en fabriquer quand le siége commença. La hausse médiane de l'une d'elles était même endommagée à tel point qu'il fut impossible d'en faire usage.

Enfin, pour terminer l'historique de ces différents travaux, disons que, de chaque côté de la porte de Colmar, on établit deux batteries de mortiers de 27^{cm}. — Chaque batterie en possédait deux. — On fit sortir également de l'arsenal quelques mortiers de 15^{cm}, et il n'y resta plus qu'une pièce de 16 datant de Louis XIV, magnifiquement ornementée.

En même temps une compagnie du génie, formée de soldats de la mobile, fut mise à la disposition du chef du génie pour exécuter les travaux à entreprendre autour de la place et à l'intérieur. — Elle fut chargée de couper les arbres sur les glacis et dans les jardins situés dans la zone militaire; elle blinda, avec les troncs de ces arbres, l'entrée des poudrières, des contre-gardes, des casemates et des autres abris.

Elle tailla des meurtrières dans le parapet des chemins couverts; elle protégea par des palissades les abords des portes; dressa des palanques à l'entrée des pas-de-souris, et garnit le bas de la contrescarpe d'abattis d'arbres dont les branches avaient été taillées pour rendre impossible la descente dans le fossé.

Revues, service de place.

Dans le but de soustraire nos conscrits aux libations qu'occasionnait la visite de leurs parents, des revues furent organisées tous les dimanches. Après avoir défilé devant l'état-major de la place, on se rendait dans les ouvrages et l'on disposait ses troupes comme pour le cas d'une attaque de vive force.

Le lieutenant-colonel faisait le tour du rempart; cette promenade terminée, on sonnait la retraite.

Le service de place s'organisait. La garde se changeait à midi; le commandant assistait à la parade et donnait ses ordres pour la journée. Relevés de garde, les officiers reprenaient immédiatement leur service et les troupes allaient soit à la manœuvre, soit au travail. — A tour de rôle, les officiers faisaient une ronde de nuit.

Ainsi l'on arriva au 15 août. On n'était plus aux temps des *Te Deum* et, comme nous le disait le commandant d'artillerie : « Le temps des réjouissances était passé ». On alla donc au travail sans espoir de feu d'artifice pour clore la journée. Cependant, ce jour-là, nous arriva l'ordre suivant :

« Par ordre du général commandant la subdivision, il est accordé aux troupes: 1° une demi-journée de solde; 2° une double ration de vin — à l'occasion du 15 août. »

Le 20 août, on entend, dans le silence de la nuit, les roulements sourds et continus du canon de Strasbourg. Bientôt ce sera notre tour.

Affaire de Chalampé.

Le voisinage de l'ennemi avait appelé l'attention sur l'utilité de faire de fréquentes reconnaissances aux environs.

Dans ce but, le 18 août, fut décidée la formation d'une colonne de marche composée d'hommes de bonne volonté. — On n'eut pas de peine à les trouver. Bientôt l'occasion arriva de faire marcher ces compagnies. Le 30 août, les francs-tireurs de Brisach ayant appris que l'ennemi réunissait à Neuenbourg, en face de Chalampé, des pontons dans le but de jeter un pont sur le Rhin, partirent en reconnaissance.

Profitant d'un épais brouillard, ils passent le fleuve sur de petites barques, abordent à la rive badoise, enlèvent les rails du chemin de fer, coupent le télégraphe, puis regagnent la rive

française en y ramenant les pontons. Cependant, la place n'ayant aucune nouvelle de cette expédition, fit prendre les armes à la colonne de marche qui partit à cinq heures du soir pour Chalampé.

On avait sans doute l'intention d'user de représailles contre les troupes que le gouvernement badois avait envoyées à Neuenbourg. Ces troupes, en effet, avaient passé le Rhin trois jours auparavant, ouvert le feu sur le village français de Chalampé, et y avaient commis des déprédations.

La colonne de marche, forte de 500 hommes, sortit par la porte de Colmar; elle prit la route de Heiteren en bon ordre et s'éloigna en chantant la *Marseillaise.*

On arriva à minuit à Bantzenheim. Les chasseurs poussèrent immédiatement jusqu'à Chalampé pour surveiller les mouvements de l'ennemi; l'infanterie passa la nuit au village après s'y être barricadée. A cinq heures du matin, la colonne reprit sa route vers Chalampé qu'elle traversa, et arriva jusqu'à la digue du Rhin sans être inquiétée, grâce à un épais rideau de brume qui couvrait ses mouvements. Le coulage des pontons s'exécuta sans encombre après qu'on eut rejoint les francs-tireurs et une compagnie de gardes nationaux venue de Mulhouse. La retraite fut ensuite ordonnée, et ce mouvement s'exécuta jusqu'à Bantzenheim. A peine la colonne

rentrait-elle dans ce village, que son arrière-garde entendit un feu roulant dans la direction de la digue qu'on venait de quitter.

L'ennemi, se doutant que ses pontons seraient coulés le matin, criblait de balles, dans le brouillard, la digue du Rhin, derrière laquelle les francs-tireurs se trouvaient encore. Cependant le brouillard se levait; quoique cette circonstance nous fût défavorable, il fut résolu que la colonne regagnerait la digue pour répondre à la fusillade engagée par les Badois. Sous un feu assez vif, la colonne s'avança, traversant des buissons et des marécages sur une espace d'environ sept cents mètres. Cette marche s'effectua sans qu'aucun homme fût tué. Il y eut quelques blessés; le sous-lieutenant Guisse eut la main traversée par une balle. Une fois protégées par la digue, nos troupes ouvrirent le feu et firent subir à l'ennemi des pertes sensibles, bien qu'il fût couvert par de petits ouvrages en terre construits à la hâte.

Le tir de notre infanterie empêcha les Badois de pointer une petite pièce de campagne qui eût pu compromettre la retraite.

Le feu ennemi cessa le premier, et nos troupes purent se retirer sans être inquiétées. — Le 1er septembre, la colonne de marche rentra dans la place.

Proclamation de la République.

Le 4 septembre, la nouvelle de la capitulation de Sedan nous parvint. Quarante mille hommes, disait la dépêche, avaient été faits prisonniers; l'empereur était du nombre.

Ordre nous fut donné d'en faire part à nos soldats à l'appel d'onze heures, en y joignant quelques mots pour leur *relever le moral.*— Nous n'eûmes pas de peine à leur faire comprendre qu'il ne fallait pas désespérer du salut de la France, et que chacun de nous, au contraire, devait prendre l'énergique résolution de faire son devoir jusqu'au bout.

Le lendemain, proclamation de la République. Elle est la bienvenue parmi nous! — Elle nous rappelle que c'est au cri de: « Vive la République! » et au chant de *la Marseillaise* qu'à la fin du siècle dernier la France rejeta l'étranger jusqu'au delà de ses frontières.

Nous ne reçûmes pas de la place l'ordre de proclamer aux appels le changement de gouvernement. La proclamation de la République ne fut faite aux troupes que dans les compagnies où les officiers jugèrent à propos de le faire.

Le matin, on vit s'avancer majestueusement, à travers la ville, un respectable conseiller municipal flanqué de deux gardes nationaux; à l'avant-garde marche le tambour de la mairie, à l'arrière-garde un petit voyou porte avec orgueil une chaise de paille. A chaque carrefour le cortége s'arrête; un roulement de tambour rassemble les habitants, et le conseiller municipal monte sur la chaise que son porteur a eu soin de caler d'un morceau de brique. — Il ajuste ses bésicles et d'une voix chevrotante annonce la grande nouvelle.

Le 4 septembre, la classe de 1870 tire au sort dans tout le Haut-Rhin.

Les Badois, race de pillards, continuant du côté de Chalampé leurs incursions sur notre territoire, le capitaine de la garde nationale sédentaire fut envoyé en parlementaire à Vieux-Brisach. Il avertit le bourgmestre que si les Badois continuaient leurs maraudes dans les villages français, le commandant de la place était décidé à user de représailles contre Vieux-Brisach par la voie du canon.

Ce qui n'empêcha pas les Allemands, de repasser le Rhin quelques jours après; ils se dirigèrent sur Bollwiller et Soultz pour couper le chemin de fer; mais ils furent repoussés par les gardes nationaux des villages et les francs-tireurs.

CHAPITRE TROISIÈME.

SORTIE DE KUENHEIM. — AFFAIRE DE MUNTZENHEIM. AFFAIRE DE BALGAU.

Nouvelles recrues.

Le 4 septembre, la classe de 1869 arrive, et les saturnales des premiers jours d'août se renouvellent; seulement l'ordre, cette fois-ci, se rétablit infiniment plus vite. — Les compagnies sont renforcées. — Mais une grave question se présente. Pour tous ces hommes, on n'a ni chemises, ni chaussures, ni habits.

Quelques esprits subversifs eurent l'idée que l'on pourrait employer à l'habillement des nouveaux gardes mobiles le drap qui dormait dans les magasins de la ligne. — Cette idée était par trop anti-administrative. — Bien que l'hiver fût proche et bien que nous ne fussions pas en Afrique, on décida que nos soldats seraient habillés de toile. — On ne défendra pas aux hommes, s'ils ont froid, de

conserver leurs habits civils sous leurs uniformes de toile!

En conséquence, nos recrues eurent des pantalons et des blouses de toile bleue, à passe-poils et à collets rouges. C'était à les prendre pour des facteurs ruraux au mois de juin. Le nom leur en est resté.

On n'a pas de literie! Le problème fut résolu plus simplement encore. Jusqu'à présent un matelas servait pour deux, désormais il servira pour quatre; et de fait nos hommes n'en seront pas plus mal couchés; car il est aussi difficile de tenir deux que quatre sur ces sortes de bourrelets qui portent le nom de lits militaires.

On n'a pas de chemises! Pour le coup l'administration se gratta le front et en fit sortir cet axiome: « Quand on n'a rien, on mendie ». On fabriqua des circulaires à envoyer aux maires des grands centres voisins qui se chargeraient d'émouvoir leurs administrés. — On fit mieux encore, on écrivit aux parents de nos soldats pour demander des envois de couvertures, manteaux, draps, etc. L'appel fut entendu, et grâce à la charité de nos compatriotes, grâce à des envois du préfet du Haut-Rhin, M. Grosjean, et aux dons du capitaine Hartmann, il nous arriva des chemises et quelques pièces d'étoffe. — Le drap en magasin, précieu-

sement conservé dans les casemates, ne servit qu'à l'ennemi (1).

Puis commença l'exercice des nouveaux conscrits; les malheureux souvent n'avaient que de mauvaises chaussures et nous en vîmes plus d'un qui boitait pendant toute la manœuvre dans ses bottes sans semelles. On avait beau leur répéter qu'ils ressemblaient en cela aux soldats de notre glorieuse République de 93, ce raisonnement fallacieux ne pouvait leur faire oublier leurs ampoules. Les cordonniers de la ville, sous la direction du maître cordonnier du 74e, travaillaient sans relâche, mais ils ne pouvaient suffire à la tâche.

Tous les jours l'arsenal délivrait aux maires des villages voisins des fusils à piston pour en armer leurs compagnies de gardes nationaux qui se formaient. Malheureusement cette mesure, qui, prise dès le début de la guerre, eût pu rendre de grands services, arrivait trop tard. Ces différents corps n'eurent pas le temps de s'organiser complétement et de s'exercer. Les Allemands approchaient : nos malheureux paysans ne sachant quelles mesures prendre pour leur résister, s'empressèrent de renvoyer leurs fusils à l'arsenal pour les soustraire à l'ennemi.

(1) *Documents.* — Protestation du commandant Messager.



Affaire de Kuenheim.

Depuis quelques jours, des paysans arrivaient à cheval des environs, et annonçaient une occupation sérieuse du pays. — Il était urgent de savoir à quoi s'en tenir.

Le 13 septembre, une reconnaissance fut dirigée du côté de Kuenheim, en arrière de Biesheim, sur la route de Strasbourg. — Le dépôt du quatrième de chasseurs à cheval ayant quitté Neuf-Brisach à la fin d'août, pour se rendre à Tarascon, il n'était resté dans la place que 40 cavaliers sous le commandement d'un lieutenant. Ces cavaliers précédaient la colonne. Au sortir de Kuenheim, ils aperçoivent un escadron de cavalerie ennemie. C'étaient des dragons badois. L'intrépide officier qui commandait nos chasseurs, les voyant le sabre au poing, n'hésite pas, malgré leur nombre, à les charger, et un combat de cavalerie s'engage. Le lieutenant démonte un officier badois; ses cavaliers s'emparent à la course d'un certain nombre de dragons qu'ils purent ramener à cheval dans la place. Les Badois battent un instant en retraite, mais reviennent en nombre. Les chasseurs, forcés d'abandonner le terrain, perdent l'officier badois

et se retirent tout en brûlant quelques cartouches. Leur intention, du reste, en attaquant la cavalerie ennemie, était de la ramener vers le canal où l'infanterie était massée derrière la digue, prête à faire feu. Le coup eût pu réussir, mais l'infanterie se démasqua trop tôt et les Badois apercevant des képis, au lieu de tomber dans le traquenard, se défilèrent dans une autre direction.

Au retour, nos soldats s'empressèrent d'enlever aux chevaux morts les porte-manteaux de leurs cavaliers, les selles, les brides; enfin ils les dépouillèrent entièrement. Chacun voulut revenir avec son trophée.

Le lendemain vers cinq heures et demie, une petite troupe de mobiles, de francs-tireurs et de douaniers, sous le commandement d'un lieutenant de la mobile, plus tard capitaine, sortit par la porte de Strasbourg et marcha vers la maison éclusière du canal, à la hauteur de Biesheim.

La petite troupe, ayant reconnu l'ennemi en nombre assez considérable, revint vers la place en suivant le chemin de halage du canal. A ce moment une forte colonne qui s'avançait vers la place, se montra sur la route de Strasbourg. On reconnut bientôt que c'était la garde nationale du village de Biesheim qui accourait, chargée par la cavalerie ennemie; de temps à autre un garde se

retournait pour faire feu ou lancer sa baïonnette dans le poitrail d'un cheval; mais les cavaliers ennemis continuaient leur poursuite en sabrant à tour de bras. Ces braves gardes nationaux avaient eu, pour défendre leur village, la malheureuse idée de se former en carré, au lieu de se retrancher dans leurs maisons et d'attendre ainsi le passage de la cavalerie.

Le carré fut enfoncé; les paysans, sabrés par les dragons, s'enfuirent du côté de la place. La petite colonne de reconnaissance, qui battait en retraite le long du canal, fit plusieurs feux de peloton sur les cavaliers qui tournèrent bride et allèrent se ranger en bataille en avant du village. Les gardes nationaux furent rassemblés à la porte par l'officier de garde et rentrèrent peu après en ordre dans la ville.

Les blessés furent transportés à l'hôpital; un douanier entre autres avait le crâne complétement fendu d'un coup de sabre.

Une colonne d'un millier d'hommes sortit alors de la place et alla s'embusquer derrière le talus du canal, tandis que la cavalerie poussait une pointe en avant; puis l'ordre vint d'envoyer également une avant-garde d'infanterie jusqu'à Biesheim; les forces allemandes étaient considérables: l'ordre fut donné de sonner la retraite.

Cependant on battait la générale : chacun se rendit à son poste. Depuis une heure, les remparts étaient garnis de leurs défenseurs lorsque l'on entendit distinctement la voix majestueuse du canon dans la direction de Colmar.

Le gros de la division prussienne avait gagné Andolsheim et Colmar qu'elle occupa après un court combat au pont de Horbourg. L'ennemi, en faisant une pointe sur Biesheim, n'avait eu d'autre but que d'attirer de ce côté l'attention de la place pendant que la colonne prussienne, forte de 6,000 hommes environ, opérait son mouvement tournant. Cette forte reconnaissance de l'ennemi fut poussée jusqu'à Mulhouse, qui fut occupé un jour et demi; puis elle redescendit la vallée du Rhin, et la haute Alsace fut libre de nouveau.

Dans la journée on envoya des hommes montés sur des charrettes pour dépecer les chevaux badois tués le matin; et le soir nous nous en régalâmes. Un des Badois prisonniers, docteur ès chimie, depuis peu militaire, fut même invité par nous à goûter de sa monture. Pour lui alléger, autant que possible, les ennuis de sa captivité, nous l'allions visiter et nous lui portions des livres. Nous ne devions pas, dans la suite, quand notre tour arriva, être traités d'une façon aussi cordiale.

A partir du 15 septembre, il fut formé un piquet

de 35 hommes par bataillon, total 105 hommes. Ce piquet, commandé par le capitaine de visite et l'officier de ronde, passait la nuit dans l'église. On était dédommagé d'une mauvaise nuit par le spectacle tout à fait original que présentaient les hommes campés dans la nef. Les saintes images, accoutumées à la musique harmonieuse des orgues, se trouvaient sans doute fort étonnées d'entendre les commandements militaires, le bruit des crosses de fusils résonnant sur les dalles, et les jurons accentués de nos soldats. Les faisceaux étaient formés le long de la nef et la faible lumière de la lampe du sanctuaire se jouait sur les baïonnettes. On tendait fortement des couvertures entre deux bancs et l'on reposait tant bien que mal en grelottant dans ces hamacs improvisés.

A l'aurore, le piquet allait camper sur la place d'Armes, pour rendre le lieu saint aux prières des fidèles, et à six heuresdu matin il partait en reconnaissance.

Un ordre du 15 septembre enjoignit aux habitants d'enlever de leurs greniers, dans les quarante-huit heures, tous les objets combustibles pour les déposer dans leurs cours et jardins. — On devait en outre entretenir des baquets pleins d'eau dans les greniers.

Les douaniers de la frontière du Rhin ne pou-

vaient plus continuer leur service dans le pays qui, maintenant, était presque entièrement investi par l'ennemi. Ils furent formés en deux petites compagnies attachées à la défense de la place. Déguisés en paysans, ils faisaient le service des dépêches à travers les pays occupés, ou bien s'établissaient dans les villages et se trouvaient ainsi à même de porter promptement à la connaissance de la place les bruits qui circulaient sur les mouvements de l'ennemi.

Le 18 au soir, le percepteur de Muntzenheim apporte la nouvelle qu'un piquet ennemi se trouve en ce moment dans ce village. Dans l'intention de l'enlever, on fit partir en toute hâte sur des charrettes quelques troupes de ligne. Elles surprirent le poste ennemi, firent des prisonniers et rentrèrent le matin dans la place.

Les Prussiens capturés faisaient contraste, par leur excellent équipement, avec nos pauvres soldats de la mobile : bottes fortes, sacs, gibernes, chaudes capotes, bas de laine et gants fourrés ; nos mobiles ouvraient de grands yeux devant ce luxe oriental. — Leur piété était à l'avenant ; il n'était pas un prisonnier qui n'eût son livre de prières d'ordonnance ; prière pour la faction, le repas, l'astiquage, et mieux encore prière pour faire feu et charger à la baïonnette.

Pour compléter notre instruction, le 25 septembre on nous fit faire la petite guerre. Une attaque figurée fut tentée contre la porte de Colmar et celle de Strasbourg. A la même époque, on fit l'école de tirailleurs sur les glacis et l'escrime à la baïonnette.

On pressentait l'investissement prochain de la place: de nouvelles troupes furent demandées à Belfort. — Le dimanche 25 septembre au matin, arrive, musique en tête, le 2e bataillon de la garde mobile du Rhône. Le soir, la compagnie des francs-tireurs de Mirecourt vint également se joindre à la garnison, dont le chiffre était ainsi porté à près de 5,500 hommes. — Le bataillon du Rhône ne fit que traverser la ville et alla camper sur les glacis du côté du Rhin, à la porte de Bâle. — On établit des grand'gardes jusqu'à un kilomètre du camp.

Peu après l'arrivée de ces nouvelles troupes, le bruit courut que l'ennemi était à Dessenheim, et une colonne d'un millier d'hommes fut commandée de marche.

Lorsque les francs-tireurs, qui formaient l'avant-garde, arrivèrent à Dessenheim, le nid était vide mais encore chaud. Ce jour-là, comme en presque toute occasion, l'ennemi avait été averti de notre sortie par le bruit d'un petit canon qu'on tirait de

Vieux-Brisach et par des feux de paille humide qui formaient d'immenses colonnes de fumée.

Cependant les soldats du Rhône ayant appris que désormais les grades dans la garde mobile seraient conférés à l'élection, et ignorant ou feignant d'ignorer le décret qui, provisoirement, avait suspendu l'exécution de cette nouvelle mesure, se mirent en tête d'élire leurs officiers.

La chose fut faite en un tour de main; mais ce que l'on fit encore plus vite, ce fut d'empoigner les membres du bureau électoral et ceux des nouveaux élus qui avaient fait une trop vive propagande en faveur de leur élection. Cette mesure rétablit l'ordre comme par enchantement.

Dans la nuit du 27 au 28, on n'entend plus le canon de Strasbourg. La place vient de capituler. Les Prussiens seront sans doute bientôt sous nos murs, aussi fait-on rentrer dans la ville le bataillon du Rhône pour lequel on venait de préparer des quartiers.— Nous sommes tous dans l'attente. Après s'être réunie à Fribourg en Brisgau, la division du général Schmeling passa le Rhin à Neuenbourg, le 1er et le 2 octobre, et entra en Alsace. Schmeling marcha au nord sur Neuf-Brisach.

Le 4 octobre, trois douaniers envoyés en éclaireurs à Heiteren furent surpris pendant la nuit. Un d'entre eux fut tué; les deux autres par-

vinrent à rallier la place. Après ce beau fait d'armes, l'ennemi quitta Heiteren, puis le jour même y revint à midi, et emmena le maire avec deux conseillers municipaux, sous prétexte qu'il restait encore quelques fusils dans la commune.

Ces faits amenèrent une reconnaissance qui sortit de la place avec deux pièces de 4 rayées de campagne.

Dans le mois de septembre, on avait acheté un certain nombre de chevaux pour le service de l'artillerie. On avait confectionné à la hâte des harnais et des selles, et on avait choisi parmi les hommes de la demi-batterie du 6e, des canonniers dont on put faire rapidement des conducteurs. Les attelages servirent pour les travaux de l'artillerie.

Cette dernière sortie n'eut pas de suite; l'ennemi se retira, averti par les signaux envoyés, comme de coutume, de Vieux-Brisach.

Affaire de Balgau.

Le 5 octobre on apprit plus positivement encore que le corps d'armée ennemi qui avait passé le Rhin à Neuenbourg, s'était arrêté à Balgau, sur la route de Bâle, et avait envoyé un petit détachement faire du pain à Heiteren.

Une colonne de marche fut rapidement organisée; elle fut divisée en deux corps. Le premier, le plus important, devait suivre le canal du Rhône au Rhin, le passer à la hauteur de Dessenheim et marcher sur Balgau.

D'autre part, trois compagnies devaient également gagner Balgau, mais en suivant la route de Bâle.

Comme ces compagnies arrivaient à Heiteren, les Prussiens en sortaient emmenant sur des voitures leur provision de pain.

A cette nouvelle, les compagnies contournèrent le village du côté du Rhin pour regagner la route de Bâle à la suite du détachement ennemi.

Les Prussiens avaient fait halte à la hauteur d'un petit bois, à l'endroit où la route domine un peu la plaine. Ce détachement était formé d'une petite avant-garde de cavaliers et de deux à trois cents hommes d'infanterie. Au milieu d'eux se trouvaient les voitures recouvertes de bâches blanches.

L'attaque fut résolue. Les compagnies s'avancèrent jusqu'à douze cents mètres environ du convoi. A ce moment, le capitaine qui les commandait vit flotter en avant de Balgau les banderoles blanches d'un escadron de uhlans. Il fit faire halte; après une courte délibération entre les trois

capitaines, la marche fut reprise. Mais il fallut bientôt s'arrêter. Une seconde colonne d'infanterie débouchait d'un petit bois sur la gauche, près de Balgau.

La résolution fut prise alors d'attendre, l'arme au pied, l'arrivée de l'autre colonne française dont les forces plus considérables eussent permis de commencer l'attaque.

Cependant les Prussiens manœuvraient, et bientôt il fut évident que le demi-cercle qu'ils avaient formé du côté de Geisswasser ne tarderait pas à se refermer derrière nos troupes.

Il n'y avait plus de temps à perdre. On sonna la retraite. L'ennemi perdant l'espoir de nous entourer pressa notre retraite en nous envoyant des obus à balles. Mais dans son tir précipité, il ne nous blessa que peu de monde. Les sections furent reformées dans le village de Heiteren et la retraite continua en bon ordre jusqu'à la place où ces compagnies arrivèrent vers huit heures du soir.

Quelques soldats, voyant le feu pour la première fois, terrifiés, abandonnèrent leurs fusils. Ils furent, en rentrant dans la place, immédiatement dirigés sur la prison.

A neuf heures du soir, n'ayant encore aucune nouvelle de la colonne qui avait suivi le canal, on

fit partir un détachement sous les ordres d'un chef de bataillon.

Ce détachement croisa un cavalier envoyé à la place par le commandant de la colonne, pour faire connaître qu'il se trouvait en ce moment dans les bois, entre Heiteren et Dessenheim, et qu'il allait continuer son mouvement sur Balgau. L'ordre lui fut donné de rallier la place, et à une heure du matin toutes les troupes avaient regagné leurs quartiers. Le lendemain, la compagnie de piquet fit sa reconnaissance vers Wolfgantzen : mais la présence de l'ennemi ne fut pas signalée de ce côté.

CHAPITRE QUATRIÈME

INVESTISSEMENT. — PREMIER BOMBARDEMENT. — SORTIES DE WECKOLSHEIM ET DE WOLFGANTZEN.

Investissement.

Depuis que l'ennemi était signalé autour de la place, et que des reconnaissances fréquentes battaient les environs, quelques canonniers prenaient chaque jour la garde dans les ouvrages extérieurs. On devait, en cas de besoin, pouvoir soutenir la retraite des détachements d'infanterie.

Jusqu'alors les lieutenants d'artillerie faisaient avec les officiers d'infanterie le service des gardes. Ils commandaient comme eux des postes d'infanterie. A partir de cette époque, ils cessèrent d'être chargés de ce service. Tous les jours un officier d'artillerie était désigné; il devait se tenir prêt à se rendre au premier appel dans les ouvrages.

Le 7 octobre au matin, on aperçoit de tous les côtés dans la campagne des cavaliers ennemis. Vers onze heures, des colonnes d'infanterie se montrent

sur toutes les routes qui convergent vers la place, principalement du côté de Weckolsheim et de Wolfgantzen. On bat la générale et chacun se rend à son poste de combat.

Un premier obus est envoyé de la place sur un peloton de uhlans massés près du pont du canal, à la hauteur de Weckolsheim. Ce fut comme un signal; peu après, dans toutes les directions, les canons de la place firent feu sur les colonnes ennemies; les coups furent heureusement dirigés, et les obus tombèrent en plein dans les colonnes qui ne tardèrent pas à se réfugier dans les villages. Les habitants n'avaient pas quitté leurs foyers; on hésita à bombarder les villages et l'on n'envoya des obus que sur les premières maisons où étaient établis les postes avancés des Prussiens.

La situation fut égayée par un incident comique: on apercevait une longue ligne blanche dans la plaine, à droite de Wolfgantzen; quelques canonniers crurent voir des sapeurs en bras de chemises ouvrant la tranchée. Une pièce fut pointée immédiatement sur les imprudents travailleurs, et quelques secondes après l'obus éclatait au milieu d'eux. On peut s'imaginer la stupéfaction de nos artilleurs lorsque les travailleurs, battant des ailes, prirent leur vol du côté de la forêt. C'étaient des oies!

Vers deux heures, un parlementaire arrivant de

Weckolsheim, fut amené les yeux bandés à la porte de Colmar. A ses propositions, le lieutenant-colonel répondit que la place n'était nullement disposée à ouvrir ses portes.

Nous étions décidément investis. En attendant les événements, la garde fut renforcée et les troupes rentrèrent dans leurs quartiers. Désormais le service des gardes fut modifié. Il y eut deux officiers d'artillerie de garde par vingt-quatre heures dans les ouvrages extérieurs. Chacun d'eux eut la surveillance de quatre contre-gardes et de quatre demi-lunes. La 1re batterie de la mobile du Haut-Rhin fut chargée du service des ouvrages de la porte de Colmar à celle de Bâle, comprenant le front de Strasbourg; la 2e batterie de l'autre moitié des ouvrages, comprenant le front de Belfort.

La demi-batterie du 6e fut chargée de la défense du corps de place.

Jusqu'à ce moment les officiers d'infanterie n'étaient de garde qu'aux portes et aux réduits des demi-lunes; deux nouveaux postes furent ajoutés aux premiers. Il y eut un officier de garde à chaque poterne et un pour chaque demi-front dans les chemins couverts. On confia à chacun des quatre bataillons la défense de deux fronts.

Le 74e de ligne fut chargé de la défense du front de Colmar et du front suivant à droite.

Le 2e bataillon de mobile du Haut-Rhin du front de Strasbourg et du front suivant à droite.

Le 3e bataillon de mobile du Haut-Rhin du front de Bâle et du front suivant à droite.

Le 2e bataillon de mobile du Rhône du front de Belfort et du front suivant à droite.

Chaque porte était occupée la nuit par une compagnie de piquet du bataillon correspondant. Des grand'gardes, composées principalement de douaniers et de francs-tireurs, furent établies au moulin de la porte de Colmar, sur le canal Vauban; à la machine hydraulique également sur le canal; et enfin aux ponts du canal du Rhône au Rhin. Ces derniers postes étaient établis dans les caves des maisons éclusières qu'on avait rasées parce qu'elles eussent gêné les vues de la place.

Premier bombardement.

Le 7 octobre au soir, vers neuf heures et demie, les premiers obus vinrent éclater sur la place d'Armes. Les officiers courent à leurs quartiers. Les hommes dormaient, mais ils furent bientôt sur pied, d'autant que les projectiles traversaient les casernes de part en part. Plusieurs hommes furent atteints dans leur lit. On battait la générale et les

troupes bientôt se massèrent aux poternes attendant le retour des portiers-consignes qui avaient été chercher les clefs à la place.

Une grêle de projectiles s'abattait sur toutes les parties de la ville.

En un moment tout le quartier qui se trouve entre la porte de Strasbourg et celle de Bâle fut en feu. L'incendie commença au manége alors rempli de fourrage; les obus, qui tombaient dans cette fournaise et y éclataient, soulevaient d'immenses gerbes d'étincelles. C'était un spectacle magnifique et terrible. On ne saurait se faire une idée des cris épouvantables que poussaient dans leur agonie les bœufs et les chevaux qui se trouvaient dans leurs écuries en flammes. C'était un effroyable concert. Leurs cris, perçants d'abord, s'assourdissaient peu à peu et se transformaient en un râle qui accompagnait de ses notes lugubres les détonations de l'artillerie.

Ce qu'il y avait de plus triste dans ce spectacle, c'était la vue des femmes et des enfants courant affolés et à peine vêtus, trébuchant aveuglés par la fumée, et poussant des cris affreux lorsqu'un obus sifflait sur leurs têtes.

Enfin on ouvrit les casemates et les habitants purent s'y réfugier.

Les hommes cherchèrent à sauver leurs meubles,

mais tout fut brûlé ; plusieurs trouvèrent la mort ou furent gravement blessés dans leurs essais de sauvetage. Tant que dura le bombardement, on ne put parvenir à éteindre les incendies, car les bâtiments en flammes servaient de point de mire à l'ennemi et la position était intenable.

Notre artillerie essaya de répondre au feu de l'ennemi; mais dans la nuit, si l'on pouvait pointer les pièces sur la lumière des canons allemands, on ne pouvait guère apprécier la distance où ils se trouvaient.

Les batteries volantes qui avaient ouvert le feu sur nous, se déplaçaient avec rapidité pour faire feu en avançant ou reculant sitôt que notre tir commençait à se régulariser. Une des batteries prussiennes manœuvrait près de Weckolsheim, une autre près de Wolfgantzen, enfin une troisième près de la butte de tir. Les obus se croisaient au dessus de la ville. Ils y tombaient presque tous; cependant les ouvrages extérieurs en reçurent un assez grand nombre ; le tir de l'ennemi passant par dessus la place les prenait à revers. Les épaulements ne protégeaient donc plus les pièces et leurs servants.

Souvent nous vîmes des obus qui avaient passé par-dessus nos têtes, éclater à plus de 300 mètres dans la campagne en avant de nous.

Il n'y eut cependant que peu de monde atteint sur les remparts.

Ce tir à revers s'explique par la longue portée de la nouvelle artillerie prussienne et par le faible diamètre de la place. On peut en effet comprendre la forteresse avec tous ses ouvrages dans un cercle de 450 mètres de rayon; les Prussiens, placés même à 3,000 mètres, pouvaient aisément faire passer leurs projectiles par dessus la ville. — S'ils purent dès les premiers jours du siége s'approcher à une si faible distance de la place, c'est surtout par la raison que les villages environnants n'avaient pas été occupés par nos troupes.

Malgré ce feu violent, pas un canonnier n'abandonna sa pièce, pas une sentinelle sa faction. Cette fermeté au poste chez des conscrits put être constatée par le capitaine de place, qui fit, pendant le bombardement, le tour des remparts.

Le bombardement cessa à onze heures. Vers minuit, l'ordre fut donné aux troupes, que la générale avait appelées sur le rempart, de rentrer dans la ville; on ouvrit les casemates et les tours et les hommes passèrent le reste de la nuit à y tranporter leurs casernements. En même temps on essaya d'éteindre les incendies. Malheureusement il était trop tard et les pompes étaient en nombre tout à fait insuffisant; aussi ce bombardement d'une

heure et demie détruisit-il presque complétement un quartier qui formait le quart de la ville. Il n'était pour ainsi dire pas une maison qui ne fût atteinte. L'église fut entièrement criblée par les projectiles.

Au jour, un nouveau parlementaire fut signalé. Les Prussiens, se souvenant qu'en 1806 leurs places fortes avaient capitulé à la seule menace d'un bombardement ou tout au moins aux premiers coups de canon, espéraient nous avoir terrifiés en nous envoyant en si peu de temps environ 1200 projectiles. La réponse fut la même que celle de la veille.

Le travail de casernement remplit le reste de la journée du 8. Les plus grandes précautions étaient nécessaires, car le massif qui occupait le milieu des tours servait de magasin à poudre. Chaque tour était occupée par un demi-bataillon; les casemates par l'artillerie, les francs-tireurs, les chasseurs à cheval et quelques compagnies d'infanterie qui n'avaient pû être logées dans les tours. Sur la tour n° 1 à la gauche de la porte de Belfort, flottait le drapeau blanc à croix rouge; c'était là qu'était le lazaret. Le commandant de place alla se fixer à la porte de Belfort qui avait été solidement blindée. Le génie occupait l'aile gauche de cette même porte.

Les résultats de l'installation des troupes n'étaient pas brillants; les officiers et les soldats étaient entassés à un tel point, que toutes les nuits un certain nombre d'hommes préféraient coucher à la belle étoile ou plutôt au brouillard, à la porte des tours. Cependant on n'entendit jamais aucune plainte.

Les anciennes cuisines des casernes furent solidement blindées et l'on continua d'y faire la soupe. Les vivres ne nous manquaient pas, mais le sel était rigoureusement rationné : nous étions pourvus de bœufs, vaches et moutons. On en avait peuplé les fossés pendant le mois de septembre, et à présent les animaux étaient parqués dans la cour de la poudrière de la porte de Colmar. Toutefois, on en avait perdu un assez grand nombre pendant le bombardement du 7 octobre.

A cinq heures et demie, les fanfares des bataillons sonnaient le réveil dans les tours et casemates. A six heures, appel, puis on faisait l'exercice pendant deux heures le matin; le soir, de deux à quatre heures, on allait encore à la manœuvre.

Les travaux de l'artillerie avaient été poussés avec une grande activité. Les épaulements étaient construits, les plates-formes disposées, les traverses terminées, enfin toutes les pièces étaient installées. Le génie, de son côté, établit encore sur le rempart des pare-éclats avec des caisses à

biscuits remplies de cailloux à défaut de terre; dans l'intérieur de la ville, il éleva de fortes traverses et continua les blindages. Il ferma à la gorge quelques-unes des contre-gardes au moyen de solides palissades. Des hommes d'infanterie furent, de plus, commandés de corvée pour déménager entièrement les casernes abandonnées, blinder les portes du rez-de-chaussée, démolir les toitures de la caserne de la porte de Colmar et des magasins d'artillerie.

D'autres corvées furent envoyées chaque jour au bord du canal et ramassèrent une quantité énorme de bois qui fut amassée dans les fossés à la porte de Belfort. On se préparait à hiverner. A partir de ce moment et en considération de la fatigue occasionnée par les gardes nombreuses et le travail journalier, une ration de vin, de café et d'eau-de-vie, fut accordée aux troupes.

Tous les jours la place envoyait quelques obus sur les pelotons ennemis qui se montraient dans la campagne. Les francs-tireurs de grand'gardes faisaient le matin de petites expéditions vers les villages occupés et échangeaient des coups de fusils avec les avant-postes prussiens.

Le 11 octobre, le soldat Bastien, du 74e de ligne, fut passé par les armes dans les fossés de la place. Le conseil de guerre l'avait condamné la veille

pour avoir tué d'un coup de fusil un malheureux habitant qui voulait l'empêcher de piller sa cave. Vers le milieu d'octobre, des effets du 74e de ligne furent donnés à ceux de nos soldats qui n'étaient pourvus que de blouses et de pantalons de toile. L'ordre portait qu'ils seraient donnés : « principalement à ceux dont les effets civils qu'ils portaient en dessous étaient dans le plus mauvais état. »

Affaires de Weckolsheim et de Wolfgantzen.

Le 14 octobre au soir, l'ordre fut donné aux capitaines de mettre leurs compagnies sur pied le lendemain dès trois heures. On voulait tenter un coup de main sur les villages de Weckolsheim et Wolfgantzen occupés par l'armée d'investissement.

Le bataillon de la mobile du Rhône devait attaquer Wolfgantzen. Des compagnies de ligne et du 3e bataillon de la mobile du Haut-Rhin devaient s'emparer du village de Weckolsheim ; deux compagnies du 2e bataillon de la mobile du Haut-Rhin, accompagnées de sapeurs du génie, devaient profiter de la diversion causée par l'attaque de ce dernier village pour détruire la maison éclusière située sur le canal du Rhône au Rhin. Cette maison servait

d'abri toutes les nuits à un poste prussien qui menaçait nos gardes avancées.

A deux heures et demie, on était sur pied. Les canonniers furent mis à leurs pièces avec ordre de faire feu le matin sur les colonnes de renfort que l'ennemi pourrait envoyer.

Les trois colonnes partirent en même temps dans le plus grand silence. Le reste de la garnison était sous les armes. Les troupes sortirent par les pas-de-souris et se formèrent sur les glacis. Les compagnies du 2e bataillon longèrent le canal du Rhône au Rhin, marchant sur la maison éclusière qu'elles devaient emporter à la baïonnette, évitant tout au moins le plus longtemps possible de faire feu.

Le « *Ver dà!* » des sentinelles ennemies donna bientôt l'alarme. Dès lors il ne restait plus qu'à arriver le plus rapidement possible. C'était du reste ce qu'il y avait de mieux à faire, car les compagnies du 3e bataillon, trompées par l'obscurité de la nuit à laquelle se joignait encore un épais brouillard, commençaient le feu sur les compagnies du 2e. Cette fusillade en famille était plus que suffisante pour donner l'éveil à l'ennemi qui, en un instant, répondit sur toute la ligne. Tandis que les compagnies du 3e bataillon entraient dans le village de Weckolsheim, celles du 2e bataillon avançaient au pas de course sur la maison éclusière que les Prussiens se hâtè-

rent de quitter. Les sapeurs du génie y mirent le feu. Les Prussiens, à la lueur de l'incendie voyant les travailleurs du génie démolir les murs à coup de pics, leur envoyèrent des balles. Le travail n'en fut pas interrompu.

Cependant les feux de peloton des troupes de ligne qui avaient tourné le village pour occuper la route d'Ensisheim, avaient un instant arrêté les renforts ennemis qui commençaient à se concentrer. Mais, grâce au brouillard qui devenait de plus en plus intense à mesure que le jour se levait, les Allemands s'avancèrent bientôt de toutes parts.

La position n'était plus tenable pour nos troupes, et la retraite commença de ce côté avant même que la destruction de la maison éclusière fût achevée.

Les compagnies du 2e bataillon et les sapeurs reçurent l'ordre de rallier la colonne principale qui se trouvait alors adossée au canal Vauban. Elles traversèrent cette distance sous le feu de l'ennemi qui tirait, abrité par les murs crénelés du village; ces compagnies furent chargées de soutenir la retraite. La colonne essuya le feu des Allemands jusque dans les chemins couverts.

Du côté de Wolfgantzen, la lutte n'avait pas été moins vive; la garde mobile du Rhône et les francs-tireurs entrèrent par plusieurs issues dans le village où ils surprirent les Prussiens. Ceux-ci bat-

tirent en retraite après avoir fait feu des fenêtres et des toits des maisons. Le village fut occupé environ une demi-heure par nos troupes, mais l'ennemi revint en force, et s'en rendit maître de nouveau. Nous apprîmes plus tard que les pertes des Allemands avaient été assez considérables, 200 hommes environ ; nous ne leur avions fait que 14 prisonniers. Nos pertes furent infiniment moindres : nous eûmes environ 40 hommes mis hors de combat; quelques mobiles du Rhône et des francs-tireurs, presque tous blessés, furent faits prisonniers.

Nos troupes, sauf quelques fuyards, s'étaient bravement conportées; le lendemain paraissaient à l'ordre du jour de la place les noms de quelques officiers, sous-officiers et soldats, qui s'étaient fait remarquer par leur conduite. L'ordre portait : « Dans la sortie du 15 octobre, tous les officiers « ont fait leur devoir. Le lieutenant-colonel com- « mandant supérieur, est heureux de leur en té- « moigner sa satisfaction ainsi qu'aux sous-officiers « et soldats qui se sont bien conduits. »

Suivait un second ordre:

« Il sera distribué à tous les hommes de troupes « de la garnison une ration de vin à titre de grati- « fication à l'occasion des combats qui ont été « livrés à Weckolsheim et à Wolfgantzen. »

A la suite de cette double expédition, les Prussiens abandonnèrent momentanément les villages de Volgelsheim, Vogelgrün, Algolsheim, situés à l'est entre la place et le Rhin; ils s'y trouvaient trop exposés à des coups de main. Cela permit à quelques personnes d'entrer dans la place et de nous apporter des nouvelles. Les habitants des villages abandonnés par l'ennemi purent nous fournir quelques provisions.

Ainsi nous parvint aussi la lettre de Garibaldi sur la manière de faire la guerre de partisans; nous n'étions pas en mesure de profiter de ses bons conseils.

On commence à apercevoir des mouvements de terre dans la plaine; ce sont de grandes tranchées derrière lesquelles s'abritent les postes prussiens de grand'garde, pour couvrir leurs travailleurs. En avant de chaque tranchée une sentinelle est postée dans un trou à loup. Nos obus vont de temps à autre fouiller ces taupinières et en font sortir leurs habitants qui courent alors à toutes jambes vers la forêt.

Le 19, une nouvelle reconnaissance quitte la place, cette fois-ci dans la direction de Wolfgantzen et de Widenzohlen. Comme notre avant-garde de cavalerie arrivait à Wolfgantzen un peloton de uhlans sortit du Kastenwald; les chasseurs firent

feu; les uhlans ayant reconnu la force de nos troupes et surtout la portée du chassepot de cavalerie, rentrèrent à toute bride dans le bois. Immédiatement après, trois pièces de campagne furent démasquées par les Prussiens et envoyèrent une vingtaine d'obus. De même, du côté de Widenzohlen, les pièces prussiennes sortirent de la forêt, et ouvrirent leur feu. La place répondit vigoureusement et l'ennemi s'empressa de ratteler ses pièces.

Vers le 23, on entend le bombardement de Schelestadt, et la transparence de l'air est telle que l'on voit la fumée des incendies qui plane au-dessus de la ville. Le 25 Schelestadt capitulait. Le 23 au matin, l'ennemi apercevant un convoi funèbre qui sortait par la porte de Colmar, crut à une reconnaissance. Une pièce de campagne sortit au galop du Kastenwald, envoya un obus qui tomba dans une demi-lune, puis la pièce repartit au galop.

Le 19 octobre, il court des bruits sinistres. Metz aurait capitulé avec 140,000 hommes. Personne ne veut y croire.

Mais, le 31, le bourgmestre de Vieux-Brisach a la gracieuseté de nous faire parvenir la dépêche prussienne qui annonce cette capitulation.

Cela nous paraît monstrueux, et nous doutons encore, d'autant plus qu'une dépêche du Ministre de la guerre nous arrive de Belfort.

« Il m'arrive de plusieurs côtés des nouvelles
« graves, mais sur l'origine et la véracité desquel-
« les, malgré mes actives recherches, je n'ai aucune
« espèce de renseignements. Le bruit de la capi-
« tulation de Metz circule, et il est bon que vous
« ayez la pensée du gouvernement à l'annonce
« d'un pareil désastre. Un tel événement ne pour-
« rait être que le résultat d'un crime dont les
« auteurs devraient être mis hors la loi. Je vous
« mettrai au courant; mais soyez convaincu, quoi
« qu'il arrive, que nous ne nous laisserions pas
« abattre par les plus effroyables infortunes, et que,
« par ces temps de capitulations scélérates, il est
« une chose qui ne peut capituler : c'est la Répu-
« blique française ! »

Le 1er novembre, cependant, un homme qui avait suivi le canal du Rhône au Rhin arrive de Mulhouse nous apportant un numéro de l'*Industriel Alsacien*, où se trouve confirmé le dire du bourgmestre. Cette nouvelle n'est pas faite pour nous encourager; mais en même temps nous parvient une seconde proclamation du Ministre de la guerre, Gambetta. Elle nous apprend que la France, malgré tous ses revers, est décidée à continuer la lutte jusqu'au bout.

Cette énergique proclamation nous rend notre espoir.

Dans la nuit du 30 octobre, l'ennemi essaye d'enlever le poste du moulin à la porte de Colmar; il est vivement repoussé et le lendemain matin, à 100 mètres des chemins couverts, on trouve le corps d'un sergent prussien tué raide d'une balle à la tête.

Pénurie complète de tabac; c'est une grande privation pour des Alsaciens. Aussi ceux qui ont eu la sagesse d'en faire provision le vendent-ils aux autres à des prix fabuleux.

Le 28 octobre, ordre de la place qui donne le tarif des services mortuaires : « A l'avenir, quand un « militaire mourra, sa compagnie, si elle veut lui « faire faire un service religieux, devra payer ce « service au conseil de fabrique. Le tarif en est « fixé à dix francs, somme qui sera remise directement à M. le curé de Neuf-Brisach. »

CHAPITRE CINQUIÈME

DEUXIÈME BOMBARDEMENT ET CAPITULATION.

Depuis le mois de septembre, une vigie était installée dans le clocher de l'église et surveillait les mouvements de l'ennemi. — Prévenu, le 1er novembre, qu'on apercevait à la gauche de Biesheim deux pièces de canon de fort calibre, couvertes par des épaulements, le commandant d'artillerie donna l'ordre immédiatement de pointer des pièces dans cette direction et d'ouvrir le feu à la nuit tombante. Au jour, la place cessa son feu.

Il était sept heures du matin, c'était le mercredi 2 novembre, jour des morts, lorsqu'un obus prussien arriva de Biesheim, en avant-coureur. Bientôt toute la ville fut inondée de projectiles. Ce nouveau bombardement devait durer sans interruption pendant neuf jours et huit nuits.

Les batteries prussiennes étaient établies à 2,200 mètres de la place, à la gauche des villages

de Biesheim et de Wolgantzen, croisant leur feu sur la ville. Chacune d'elles était armée de quatre pièces prussiennes de 24 rayées; la batterie de Wolfgantzen possédait en outre quatre pièces françaises de 24 rayé long.

A la lisière du bois du Kastenwald et un peu à gauche de la batterie de Wolfgantzen, se trouvaient établies, deux par deux, des pièces plus légères. Elles étaient destinées surtout à empêcher toute tentative de sortie de la place.

Les batteries prussiennes étaient admirablement installées et aménagées; une profonde tranchée partant des villages conduisait aux batteries masquées par des vignes. — Les pièces et leurs servants étaient protégés par de solides épaulements et abrités par des blindages en charpente et en rails de chemin de fer recouverts de terre.

Le premier jour, les projectiles tombèrent principalement sur la ville; quelques-uns de ces obus suffisaient pour réduire en un monceau de ruines les maisons les mieux construites. — On fit de notre côté des efforts surhumains pour soutenir la lutte. — Malheureusement, nous n'avions pour répondre à ces batteries que six pièces de 24, la septième étant employée à fouiller une tranchée que l'ennemi ouvrait du côté de Weckolsheim; et quelques pièces rayées de 12, installées dans les

contre-gardes. Malgré la distance, les pièces de 16 lisse furent de la partie.

Nos sentinelles, sitôt qu'elles apercevaient la fumée ou le feu d'une pièce prussienne, criaient: « Gare Biesheim ou Wolfgantzen! » — La grande distance à laquelle se trouvaient les batteries ennemies, nous assurait quelques secondes pour nous garer derrière les épaulements et les traverses. Lorsque les Allemands faisaient feu avec leurs pièces se chargeant par la culasse, l'obus arrivait avec une rapidité excéssive et fendait l'air avec un sifflement aigu, tandis que les pièces françaises dont ils faisaient usage nous envoyaient leurs projectiles beaucoup moins rapidement, et ils arrivaient avec une sorte de ronflement sourd. Il était facile de les reconnaître. — Les obus à ailettes n'éclataient pas toujours en nous arrivant. Aussitôt nos canonniers couraient s'en emparer; une nouvelle fusée y était adaptée en un tour de main et l'obus était renvoyé dans la batterie prussienne.

Peu à peu le tir de l'ennemi se régularisa, les projectiles vinrent tomber dans la direction de nos pièces. Le premier jour peu d'hommes furent tués.

Le service de la place, les différentes corvées, se firent avec la régularité des jours précédents. — La bonne volonté était grande : ce jour-là, les canonniers qui descendirent de garde à dix heures

demandèrent à aller au travail dans la journée; leur officier alla demander les ordres au commandant de l'artillerie qui leur accorda une demi-journée de repos.

La circulation devint très-périlleuse dans les fossés; on avait beau être averti par le cri des sentinelles, on ne pouvait pas toujours s'abriter. Les éclats, les papillons, comme on les appelait, venaient s'abattre partout, et lorsque les obus frappaient le mur de revêtement du rempart et éclataient dans la maçonnerie, c'était dans le fossé une vraie avalanche de pierres de taille.

Plusieurs hommes de corvée ayant été atteints en portant la soupe à leurs camarades de garde dans les ouvrages, on fixa neuf heures du matin pour le relevé des postes. — De cette façon la garde montante ayant pris, avant de partir, son premier repas, on n'avait plus à lui porter la soupe qu'une seule fois par jour, à quatre heures. — Les Prussiens connurent ces heures, on ne sait comment; à ce moment leur feu redoublait d'intensité. — Les hommes chargés de cette corvée se couchaient souvent à terre au passage des fossés, pour éviter les éclats, et souvent les gamelles arrivaient à peu près vides.

Le service était pénible. Dans l'infanterie, chaque homme était de garde un jour sur trois, de piquet

une fois par semaine, de corvée une fois par jour. — Personne ne se plaignait.

Dans l'artillerie, les hommes ne passaient qu'une nuit à la casemate. Quand ils descendaient de garde, ils étaient, avec leurs officiers, employés aux différents travaux : réparations à faire, nouveaux épaulements à construire, etc.

Les artilleurs qui partaient pour la garde passaient tout d'abord au magasin de la porte de Colmar; là on les chargeait chacun de deux obus de 12. C'est ainsi que les contre-gardes étaient approvisionnées de leurs munitions. Il était impossible de faire avancer les chevaux. C'étaient également les hommes qui transportaient les gabions et les madriers dans les ouvrages.

La répartition des troupes dans les tours et casemates des différents fronts rendait le service encore plus pénible. Comme nous l'avons dit, la défense des ouvrages avait été également répartie entre les quatre bataillons. Il eût donc semblé naturel que chaque troupe occupât les tours et casemates du front qu'elle avait à défendre. Il est en effet facile de se rendre compte des dangers inutiles auxquels on exposait des troupes en les obligeant, pour gagner leur poste, de traverser la ville dont les rues étaient enfilées par les obus.

Cependant les compagnies du 3e bataillon étaient

casernées à la porte de Colmar, tandis que les fronts qu'elles avaient à défendre étaient à la porte de Bâle, au côté diamétralement opposé; c'est sans doute en vertu du même principe que le 2e bataillon du Haut-Rhin était caserné entre la porte de Colmar et celle de Belfort, tandis que ses fronts de défense étaient à la porte de Strabourg. Les portes et poternes de la ville se fermaient de six heures du soir à six heures du matin; il en résultait que, durant toute la nuit, nos blessés devaient attendre l'ouverture des poternes pour être transportés au lazaret.

Le 3 novembre, le feu continue avec la même violence; il est surtout dirigé sur la porte de Strasbourg et sur les pièces de ce front qui semblent particulièrement désagréables à l'ennemi.

Le même jour, le feu est ouvert sur le fort Mortier. Il est bombardé par des pièces établies à la droite de Biesheim; à la droite de Vieux-Brisach sur la rive droite du Rhin; et enfin par des pièces installées sur la terrasse de l'église à Vieux-Brisach. Le fort, faiblement armé, ne pouvait être en état de tenir longtemps sous cette pluie de fer. La caserne fut bientôt en flammes, et la garnison dut se retirer dans les casemates.

Nous recevons un ordre des plus réjouissants. Il s'agit de creuser par avance, sur les glacis, des fos-

ses pour y jeter les morts. Corvée de trappistes!

Il devenait impossible de traverser la ville; les postes qui montaient ou descendaient la garde filaient le long du rempart pour arriver aux poternes. L'idée vint alors seulement de creuser, sous le feu, le long du rempart, une tranchée dans le but de rendre cette circulation moins meurtrière. On commença ce travail dans la nuit du 3.

Le 4 novembre est un jour néfaste. Vers 6 heures du matin, un obus prussien traverse le pont-levis et la porte de Colmar, et éclate sous la voûte. Là reposait un poste: plus de 20 hommes reçurent d'horribles blessures; les murs étaient éclaboussés de sang jusqu'à la voûte.

A 9 heures une catastrophe semblable se renouvela à la poterne 58. Le poste était réuni, on allait relever la garde; un obus venant de Biesheim vint éclater dans la poterne: cinq hommes furent littéralement broyés.

C'était une terrible leçon.

Le jour même des blindages furent établis dans les postes et poternes, au moyen de sacs de farine et de grain, dont on avait une ample provision.

Un ordre de la place dissout la compagnie de francs-tireurs de Brisach, et la fait passer dans la garde nationale sédentaire pour le service de l'artillerie.

Les Prussiens, pour varier nos plaisirs, nous envoyaient des shrapnels dans nos embrasures et dans nos chemins couverts. C'était une véritable pluie de balles sur le terre-plein des ouvrages. Le danger augmentait toujours, les projectiles ennemis venaient éclater dans les branches des arbres du rempart, et il était impossible de se garer de leurs éclats. Malgré tout, nos soldats faisaient courageusement leur service.

Les nuits devenaient froides : le matin une épaisse gelée blanche couvrait la plaine; au point du jour, souvent un brouillard intense se levait. Nos malheureux soldats, mal couverts pour la plupart, grelotaient sous la tente aux chemins couverts, mais on n'entendit jamais une plainte.

Le fort Mortier résistait toujours ; la place tenta de soutenir son artillerie. Une pièce de 24 fut établie dans la direction de Vieux-Brisach et ouvrit son feu sur la batterie ennemie qui se trouvait sur la terrasse de l'église. Mais bientôt l'ordre fut donné de cesser le feu, à la suite, croyons-nous, d'une lettre du général de Schmeling qui rendait le commandant de place responsable de ce bombardement d'une ville ouverte. Il est cependant à remarquer qu'une des batteries prussiennes était installée sur les hauteurs de Vieux-Brisach.

Le soir de ce même jour on envoya une petite troupe, armée de pelles, le fusil en bandoulière, pour combler les trous à loup que l'ennemi avait creusés pendant la nuit afin de rapprocher ainsi ses sentinelles.

Le travail des assiégeants commençait à la nuit tombante. Les officiers d'artillerie eurent l'ordre d'employer les pièces lisses pour un tir à mitraille dans toutes les directions, à partir de sept heures du soir. Ces coups de balai n'étaient pas du goût des Prussiens qui relevaient leurs postes avancés et faisaient des patrouilles.

Le 5 novembre, dans la nuit, notre poste de la machine hydraulique est surpris par l'ennemi. Les hommes qui le composaient furent tués ou pris. Lorsque le lendemain matin on alla relever ce poste on n'y trouva plus qu'un seul homme qui avait passé toute la nuit dans l'eau sous la vanne de la machine.

Notre autre poste avancé, au moulin de la porte de Colmar, bombardé par l'ennemi, fut bientôt en flammes.

Du côté de Weckolsheim, le long du canal du Rhône au Rhin, les Prussiens continuent à remuer la terre; l'emplacement serait bon pour une nouvelle batterie qui viendrait croiser son feu avec celui des batteries déjà existantes, mais la pièce

de 24 établie à gauche de la porte Belfort chasse bientôt les travailleurs, qui rentrent au village.

A tout moment de nouveaux incendies se déclarent dans la ville. Aujourd'hui c'est le tour de la grande meule de paille élevée près de la porte de Bâle.

Le lazaret commence à être insuffisant; il faut lui adjoindre une nouvelle casemate. La première batterie d'artillerie du Haut-Rhin doit céder la sienne à la deuxième batterie; la première ira se loger dans la poudrière de la porte de Bâle. Le déménagement n'est pas fort commode sous les projectiles.

Un ordre daté du 4 novembre décide qu'à partir du lendemain les troupes de la garnison toucheront la ration règlementaire d'eau-de-vie. La ration de viande, fixée à 270 grammes par un ordre du 13 octobre, est portée à 300 grammes. La ration de sel qui, à partir du premier novembre, avait été réduite à 12 grammes, remonte à la quantité réglementaire de 16 grammes.

Un ordre du lendemain, 5 novembre, prescrivait que les distributions de riz, sel, sucre et café, au lieu de se faire tous les dix jours, se fissent désormais tous les quatre jours. Il était accordé, à titre de gratification, à tous les hommes de la garnison une ration de lard de 250 grammes.

La place devait-elle donc bientôt capituler ?

Le feu est très-vif dans la journée; deux obus viennent éclater dans la cuisine du 2e bataillon; il fallut se passer de la soupe.

La batterie de Wolfgantzen commence son tir sur la poudrière de la porte de Colmar; ce tir est bientôt régularisé; les projectiles viennent méthodiquement frapper la voûte au même endroit; ils en font jaillir des cascades de pierres. La tour n° 3, qui se trouve dans cette même ligne de tir, est sérieusement entamée à la base.

Le dimanche 6 novembre, au rapport des chefs de corps, le commandant d'artillerie demanda des hommes d'infanterie pour effectuer le déménagement de la poudrière qui menaçait d'être éventrée. Elle ne contenait que très-peu de poudre, mais une grande quantité de caisses pleines de cartouches et des obus. Ce travail fut opéré avec le plus grand sang-froid sous une avalanche de pierres et de projectiles, et lorsque le premier obus éclata dans la poudrière, elle était vide.

Un grand malheur allait frapper la garnison. Vers dix heures du matin, le commandant de l'artillerie, M. Marsal, est mortellement atteint. Un obus vient éclater à ses pieds et lui enlève le bas-ventre.

Il demande à être transporté à la porte de Strasbourg, où depuis peu était établie la direction de l'artillerie. On va prévenir l'aide-major. « Allez,

avant tout, chercher celui qui doit me succéder. »
Il ne put rester à la direction; on le transporta auprès des docteurs qui séjournaient au lazaret. Lorsqu'on le dépouilla de ses vêtements ses entrailles tombèrent à terre.

Bientôt ses officiers accoururent pour lui serrer la main; ils sentaient la perte immense qu'ils allaient faire. Le commandant mourut le lendemain.

Ce devait être pour la place un coup mortel. C'était grâce à l'activité infatigable du commandant Marsal, grâce à son zèle patriotique, dont il sut animer ceux qu'il avait sous ses ordres, que la place s'était trouvée le jour du siége en état de faire une résistance sérieuse.

C'était lui qu'à toute heure on voyait sur les remparts, allant d'un poste à l'autre s'assurer de l'exécution de ses ordres. « Il ne suffit pas de donner un ordre, il faut veiller à son exécution », nous disait-il souvent. Et ainsi il faisait, méprisant le danger.

La discipline vient d'en haut. Par son énergique fermeté, le commandant Marsal eut constamment et jusqu'à sa dernière heure sous ses ordres des officiers dévoués et des soldats disciplinés.

Le lendemain de sa mort, un officier fut chargé de l'inhumer; on le transporta, à travers les ruines fumantes de la ville au parc d'artillerie où une

fosse avait été creusée. — Ce grand caractère restera longtemps gravé dans notre souvenir.

Le capitaine Wolbert, jusqu'alors en second à la direction, lui succéda.

Dans la journée du 6, deux de nos pièces furent démontées. Une pièce de 24 près de la porte de Strasbourg, fut frappée à la gueule et littéralement retournée. Elle fut remplacée dans la nuit par une des pièces ayant vue sur Wolfgantzen.

Dans la contre-garde 14, un obus prussien vint éclater sur la plate-forme d'une pièce de 12, alors hors de batterie, et que les servants étaient en train de charger : l'affût fut dispersé, les roues volèrent à droite et à gauche et le canon tomba sur les débris de la plate-forme. Par un véritable miracle, pas un des hommes ne fut atteint.

Les obus qui venaient frapper le mur de revêtement des contre-gardes enlevaient chacun plus de deux mètres carrés de maçonnerie, et, par cette plaie béante, le terrain caillouteux des ouvrages coulait dans le fossé. Des abris voûtés, près de la porte de Colmar, furent traversés de part en part par les projectiles.

Le 6, à cinq heures du soir, deux hommes arrivent à la place en agitant un drapeau blanc. Ce sont deux mobiles en bourgeois qui viennent

du fort Mortier et demandent à parler au commandant de place.

La garnison a fait ses derniers efforts; dans la nuit elle tentera de rallier la place.

A six heures, ces hommes repartent et l'officier de garde aux avancées de la porte de Strasbourg reçoit des troupes de soutien, avec l'ordre de protéger la retraite de la garnison du fort, qui suivra, pour rentrer dans la place, la ligne du télégraphe.

Le fort est toujours bombardé. Des bombes traçant dans l'air leur sillon de feu s'abattent des hauteurs de Vieux-Brisach sur ses remparts. Lorsqu'une de ces masses de fer pile la terre, le sol en est ébranlé jusque sur nos glacis.

Le brouillard se dissipe, la lune se montre fréquemment entre les nuages. A une heure du matin le feu cesse de part et d'autre du côté du fort Mortier. Le fort vient de succomber: deux cents hommes y sont faits prisonniers.

Le sept novembre, la poudrière de la porte de Colmar est complétement éventrée; l'ouverture qu'y ont faite les projectiles ennemis est de plus de deux mètres carrés. La tour n° 3 ne tardera pas à devenir inhabitable. La porte de Strasbourg menace ruine; la maçonnerie et les pierres de taille qu'en détachent les obus s'amassent dans le fossé.

Les hommes de garde aux chemins couverts ont ordre de tirailler toute la nuit dans la plaine, sans doute pour gêner les patrouilles prussiennes.

8 novembre. — Ce fut, nous l'avons dit, le matin de ce jour qu'on enterra le commandant Marsal.

Les Prussiens avaient établi et armé dans la nuit deux batteries de mortiers, l'une à la gauche de Wolfgantzen, l'autre à la gauche de Bieshem; elles se trouvaient à 1,800 mètres environ de la place. Chacune de ces batteries possédait quatre mortiers de cinquante livres.

C'était le bouquet de ce feu d'artifice. Rien de majestueux comme le grondement du mortier, rien de puissant comme le souffle de la bombe fendant les airs avec sa mèche allumée. Il est impossible de se rendre compte de l'endroit où tombera la bombe qui plane quelques instants dans les airs : tout au plus peut-on reconnaître si l'on se trouve dans le plan où elle décrit sa courbe.

Les bombes s'élevaient au-dessus de la ville, et retombaient verticalement, tantôt sur les maisons qu'elles effondraient de fond en comble et dont elles faisaient sauter les parois en éclatant, tantôt sur les terre-pleins des ouvrages ou dans les fossés. Elles creusaient des trous énormes. Parfois, et c'étaient peut-être les plus dangereuses, les bombes

éclataient un peu avant leur chute; un panache blanc s'élevait dans l'air, et bientôt après leurs éclats labouraient le sol sur un large espace.

Les hommes restaient fermes à leurs postes. Notre artillerie répondait vigoureusement. Il fallait montrer aux Prussiens qu'ils ne nous intimidaient pas encore; la place répondit par salves aux nouvelles batteries. Au même commandement, six de nos pièces pointées dans la même direction tonnaient à la fois. Souvent cette pluie de projectiles de tous calibres faisait taire assez longtemps les pièces prussiennes. C'était un petit résultat, mais bientôt l'on était puni de cette audace : les obus allemands tombaient comme grêle.

Le soir, les Prussiens joignaient au feu de leurs batteries de bombardement celui de leurs pièces de campagne installées à la lisière de la forêt dn Kastenwald.

Ce jour-là, à quatre heures, un ordre émanant du conseil de défense fut envoyé aux officiers d'artillerie. Il s'agissait de profiter de la nuit pour noyer une partie des poudres qui se trouvaient dans les contre-gardes. On devait n'en conserver que 1,000 kilog. par ouvrage. A six heures du soir un nouvel ordre, revenant sur le premier, enjoignit de ne garder que 100 kilog. de poudre par ouvrage, soit l'approvisionnement d'un jour. Ces

ordres étaient motivés par la crainte que le tir de l'ennemi ne fît sauter la ville. On était loin des premiers jours d'août !

Dans la journée, à une heure, on transporta également dans les fossés des barils de poudre qui se trouvaient dans les tours. Ces mesures furent connues de tous, mais ne furent pas expliquées à la garnison par un ordre de la place; aussi tout naturellement les troupes y virent-elles un signe avant-coureur de la capitulation.

A la nuit tombante, on commença ce pénible travail qui ne finit qu'au jour; il fallait descendre les barils dans les fossés, les briser à coups de maillets de bois et les vider dans la cunette pleine d'eau. Les artilleurs chargés de la triste mission de détruire leurs munitions, accomplirent sans faiblesse ce travail dangereux sous la bombe et l'obus.

Le feu de l'ennemi fut très-violent dans cette nuit; la porte de Strasbourg fut incendiée; une bombe en fendit la voûte. L'endroit n'était plus tenable; la direction de l'artillerie fut transportée à la tour n° 8; le piquet du deuxième bataillon dut également quitter ce poste et alla établir son quartier dans une casemate voisine.

Les cuisines en plein air étaient sans cesse démolies, et lorsqu'une marmite de 120 rations était

enlevée par un boulet, les hommes devaient se passer de soupe. Cependant ils étaient résignés et il n'en résultait aucun acte d'insubordination. Ce jour-là encore deux cuisiniers du 74e de ligne furent tués.

Le 9 novembre au matin, on put voir les eaux de la cunette noires, et charriant des débris de tonneaux; cette vue impressionna vivement la garnison. Les hommes disaient: « On a fait de l'encre pour la capitulation. » Il en résulta une certaine démoralisation. Cette mesure inexpliquée avait fait naître dans l'esprit des troupes la pensée que l'on ne prolongerait plus que de quelques heures une résistance désormais condamnée.

Noyer les poudres, c'était dire qu'on renonçait à continuer la défense. Cependant l'heure de la garde étant arrivée, chaque troupe se rendit à son poste. Quelques hommes d'infanterie, il est vrai, entrevoyant une capitulation imminente, hésitèrent un instant à s'exposer davantage; mais bientôt, à la voix de leurs officiers les rappelant au devoir, ils revinrent bravement au feu.

Nous avons appris plus tard par le procès-verbal du conseil d'enquête, qu'à ce moment des troupes commandées de service avaient refusé de marcher. Nous n'avons jamais eu connaissance d'un fait aussi grave, ni d'aucune mesure prise ayant pour but de

le réprimer; ce qui eût été facile à faire. Ce ne pouvaient être que des faits isolés.

Le 9 novembre au soir, les officiers d'artillerie furent convoqués à la direction pour 8 heures. On leur fit prendre des notes sur la façon dont ils auraient le lendemain matin à mettre leurs pièces rayées hors de service, en les chargeant de deux obus superposés. L'opération devait commencer par les demi-lunes, à 6 heures du matin. Les hommes de garde aux chemins couverts se retireraient à ce moment dans les demi-lunes; on devait, avant de quitter ces ouvrages, détruire tout le matériel qui s'y trouvait. A six heures et demie, la même opération devait avoir lieu dans les contre-gardes; les hommes de garde dans les demi-lunes se replieraient dans les tenailles; enfin à 7 heures 45, on devait mettre hors de service les pièces de 24 du corps de place. La destruction de tout le matériel devait continuer jusqu'au moment où l'on arborerait le drapeau parlementaire.

A 10 heures du soir, un contre-ordre arriva. Ne se rendant pas compte de l'idée qui présidait à ces ordres et contre-ordres, sachant du reste que les officiers d'artillerie de garde avaient reçu l'ordre d'épuiser durant la nuit leurs munitions, et qu'à la porte de Colmar on incendiait les fusées des obus, — le capitaine commandant l'artillerie et un officier

de chaque batterie se rendirent sur-le-champ chez le commandant de place. Le lieutenant-colonel, demanda immédiatement, de son lit, aux officiers d'artillerie si c'était l'insubordination de leurs hommes qui les amenait. Il lui fut répondu que sans doute depuis la noyade des poudres il y avait chez eux une certaine démoralisation, mais non pas de l'insoumission; que s'il le voulait, chacun était décidé à faire son devoir jusqu'au bout et que les hommes étaient prêts à suivre leurs officiers. Ces officiers se retirèrent lorsque le lieutenant-colonel leur eut dit qu'il voulait avant tout attendre le retour du curé envoyé en parlementaire, — sans doute pour faire sortir les femmes et les enfants.

A ce moment la fusillade sur les glacis redoublait. Nos canons tiraient à toute volée et sans but, dans toutes les directions.

On avait ordre de faire un feu continu dans la plaine.

Le lendemain matin, 10 novembre, à 9 heures comme d'habitude on releva la garde. Les hommes se rendirent sans hésiter à leur poste.

Cependant l'ordre fut donné, cette fois sans rémission, de mettre hors de service les pièces de 24 qui armaient le corps de place. Cette besogne douloureuse fut effectuée sous un feu terrible.

La place était ainsi privée de tous ses moyens de défense.

C'est alors que le commandant exigea des chefs de corps un rapport écrit sur l'état moral de leurs troupes.

A 1 heure et 1/2 le drapeau blanc flottait au sommet de l'église.

A ce moment, tous les hommes de l'artillerie et de l'infanterie étaient à leur poste.

CHAPITRE SIXIÈME.

CAPTIVITÉ.

Ce fut surtout lorsque le feu de l'ennemi eut cessé que nous pûmes juger de tous les ravages qu'avait faits l'artillerie allemande. La poudrière de Colmar était éventrée, la tour n° 3 était près de s'écrouler, la porte de Strasbourg était en ruines, les traverses étaient démolies, les terre-pleins des ouvrages labourés par les projectiles, les arbres du rempart déchirés; quelques-unes de nos pièces gisaient à terre sur les débris de leurs affûts. Les bombes avaient creusé de véritables vallées dans le massif du rempart. L'air était tout imprégné encore des exhalaisons de la poudre et de la fumée des incendies. On ne saurait croire quel aspect de morne désolation présentait la ville. Des quartiers entiers étaient convertis en de véritables carrières; c'étaient des monceaux de pierres sous lesquels étaient ensevelis des débris de meubles et les cadavres, à demi dévorés par l'incendie, des bœufs

et des chevaux qu'on n'avait pu faire sortir de leurs écuries. Quelques habitants erraient dans les décombres de leurs habitations.

Un journal de Berlin, la *National Zeitung*, dans son numéro du 18 novembre 1870 disait:

« Aucune ville n'a eu relativement plus à souffrir de notre meurtrière artillerie que Neuf-Brisach. Toute la ville, y compris les fortifications, n'est qu'un monceau de cendres! Le système de Vauban a fait son temps par suite du perfectionnement de notre artillerie. »

Dans la soirée, le commandant de place se rendit au quartier général de l'armée d'investissement, pour discuter les conditions de la reddition. A son retour il fit rapidement aux chefs de corps la lecture du texte de la capitulation. Ils ne purent en prendre copie; de sorte que nous n'en connûmes jamais toutes les conditions. Ce qui est certain, c'est que le lieutenant-colonel avait obtenu de garder son épée et que nous rendions les nôtres.

Tout le monde resta à son poste jusqu'au lendemain matin. Des patrouilles furent organisées par les chefs de corps pour prévenir tout désordre. On passa la nuit à se préparer au départ. Nous devions défiler devant l'ennemi le lendemain matin à neuf heures.

Le onze novembre, à huit heures du matin, les

compagnies étaient réunies; l'appel fut fait, et l'on se rendit en bon ordre sur la place d'armes tandis que les gardes prussiennes venaient relever nos postes dans les ouvrages. L'ordre et la discipline étaient remarquables pour un pareil moment. A neuf heures du matin nous défilâmes la rage dans le cœur. La population de Neuf-Brisach massée à la porte de Bâle nous faisait ses adieux aux cris de « vive la France! » C'était navrant. — La porte de Bâle, sur laquelle l'ennemi n'avait pas dirigé son feu et dont les ponts-levis étaient intacts, avait été désignée pour la sortie.

Les larmes nous vinrent aux yeux, notre cœur se serra, lorsque nous aperçûmes des Poméraniens au regard stupide et vain postés au réduit de la demi-lune.

On se forme en bataille sur les glacis; en face de nous les troupes allemandes; au milieu de leurs rangs serrés et sombres, flottait le drapeau noir et blanc. Les Prussiens nous rendent les honneurs militaires et nous jetons nos armes.

Nous apprenons alors que les pertes des Allemands avaient été assez sérieuses pendant le siége: comme nous ils avaient perdu un commandant d'artillerie. Notre artillerie surtout le premierjour, leur avait fait beaucoup de mal; à Biesheim entre autres six de leurs pièces avaient été démontées.

Une heure après, nous sommes entourés et divisés en deux colonnes qui partent dans des directions différentes. L'une d'elles passe sous les murs du fort Mortier. Et ceux qui en firent partie purent voir là aussi les ravages terribles de l'artillerie allemande. Après avoir passé devant les ruines du fort, cette colonne arriva au bord du Rhin vers onze heures. Les parents des mobiles du Haut-Rhin étaient échelonnés sur la route, demandant à tous des nouvelles de leurs enfants; ils couraient le long de la colonne espérant les apercevoir et les serrer encore dans leurs bras avant qu'on ne leur fît quitter le sol français. Mais les uhlans les repoussaient à coups de lance et de plat de sabre. On passa le fleuve sur des barques; à mesure que les escouades débarquaient, elles étaient dirigées vers la place de Vieux-Brisach, où l'on parquait les prisonniers. Les dernières barques passèrent vers quatre heures; à cinq heures la colonne fut mise en marche. On ne devait s'arrêter qu'à une heure du matin, à Kenzingen, station du chemin de fer badois. La seconde colonne passa le Rhin en face du Sponeck; de là elle gagna la station d'Emmendingen où elle arriva vers une heure du matin.

Sur notre trajet nous eûmes à traverser plusieurs villages allemands. La population ne se tenait plus de joie, les pompiers étaient sous les armes, les mai-

sons étaient illuminées, de grands feux de joie flambaient à l'entrée et à la sortie des villages.

Après une marche forcée de seize heures, fatigués des huées de la population badoise, épuisés et transis par les neiges, nous arrivâmes au lieu d'embarquement.

Avant de nous faire monter dans le train qui devait nous transporter, on voulut bien nous donner quelque nourriture. Les officiers furent tenus de payer leur modeste souper. C'était le samedi 12 novembre, à deux heures du matin; on nous entassa dans un train immense, mais presque entièrement composé de wagons à charbon découverts. La neige continuait à tomber, un vent glacial soufflait; et notre trajet devait durer trois jours et trois nuits consécutifs. Ajoutons qu'il était impossible aux prisonniers de se coucher tant ils étaient serrés.

Durant ce long voyage, dont on nous taisait la destination, on ne nous donna que deux fois une mauvaise pâtée. Souvent pour laisser passer d'autres trains, on nous faisait stationner en pleine campagne. A ce moment les habitants des villages voisins accouraient curieux et âpres au gain. Ils vendaient à nos malheureux soldats quelques miches de pain. Beaucoup d'entre eux manquant d'argent et mourant de faim, donnaient leur couverture en échange de quelques mauvais morceaux et grelot-

taient ensuite sous leurs légers vêtements dans ces wagons découverts.

Après avoir passé à Rastadt, Carlsruhe, Heidelberg, Darmstadt, Francfort-sur-le-Mein, Fulda, Erfurth, nous arrivâmes enfin à Leipzig. Sur ce parcours souvent des voitures étaient détachées du train; une partie de nos hommes resta à Rastadt; d'autres furent dirigés vers le nord, sur Rendsbourg dans le Schleswig et sur Kœnigsberg près des frontières de Russie. Les officiers et leurs ordonnances furent débarqués à Leipzig. Le commandant de place, parti après nous, alla jusqu'à Dresde.

La plus grande partie de notre garnison fut internée au camp d'Ubigau, au bord de l'Elbe; le restant fut logé à la caserne d'infanterie de Dresde et dans de grands hangards à pontons. Les souffrances de ce long trajet à travers un pays glacial, dans des wagons découverts, avaient été atroces pour nos malheureux soldats, souvent à peine vêtus, et tous épuisés par cinq semaines de siége.

Dans la gare de Leipzig, nous trouvâmes le commandant de la place. Tout ahuris encore, nous signâmes l'engagement sur parole de ne pas quitter la ville. Nous avons conservé le texte authentique de l'ordre qui nous fut communiqué ensuite au château de Pleissenbourg; nous le donnons sans aucune retouche.

Ordre de la place.

« Il est permy aux offiziers français de se loger en « ville à leur fraise. Mais il leur faudra donner leur « parole d'honneur par écrite de ne pas dépasser les « limites de la ville.

« Les offiziers à partir du grade de capitaine tou- « cheront une indemnité de vingt-cinq thaler (93 fr. « 75), les offiziers d'un rang inférieur douze thalers « (45 fr.). Messieurs les offiziers devront porter la « tenue bourgeoise.

« Ils devront *autant que possible* éviter de troubler « l'ordre et la tranquillité publique.

« Tout offizier qui enfreindrait cet ordre serait im- « médiatement *logé* au château de Pleissenbourg. « Toutes les correspondances devront passer ouvertes « par le bureau de la place.

« En conséquence de l'ordre du ministère de la « guerre du 8 novembre, n'est-il pas permis aux mes- « sieurs les offiziers prisonniers de porter leurs épées « pendant la durée de l'emprisonnement de guerre; « la même pas à ceux à qu'ils était remis de l'obtenir « en conséquence de l'article quatre de la capitulation « de Metz.

« MM. les offiziers français prisonniers à Leipzig « devront fair connaître leur demeure et s'ils chargent « de domicile, en faire parvenir en deux jours aur « bureau de la place. Ces messieurs devront également

« venir inscrire tous les samedis de onze heures à « midi sur le livre qui est destiné à cet égard au bu- « reau de la place.

« Leipzig le 12 novembre 1870

« VERLOHREN

« *Capitaine et garnison commandant.* »

En conséquence de cet ordre chacun se choisit un logement. On nous en demandait des prix extravagants; il en fut de même pour la plus mauvaise table d'hôte. On s'entr'aida et plusieurs d'entre nous se réunirent pour faire vie commune.

Deux fois par jour on se réunissait à l'ancien café français; les Allemands, dans leur puérilité tudesque, en avaient gratté l'enseigne; nous étions en quarantaine dans une salle spéciale du café. De longues files d'indigènes se pressaient constamment aux barreaux des fenêtres.

La mode était alors en Allemagne de faire des collections de boutons d'uniformes comme de timbres-poste, de telle sorte que très-reconnaissables même dans nos habits bourgeois, nous étions assaillis dans les rues par une foule de collectionneurs qui nous demandaient à grands cris des « Poudongs ! ». Les premiers jours mêmes on alla jusqu'à nous en couper sur les basques de nos habits.

On nous volait, du reste, avec ardeur et de toutes les façons; la rapacité des marchands allemands se faisait jour sous la forme de cartes-annonces avec cet en-tête « Messieurs les offiziers français! » Notre solde de captivité était cependant bien légère.

Le beau sexe était plus généreux. Il offrait des rendez-vous par l'organe des journaux. Cependant la jalousie allemande s'émut et la presse accusa les jeunes germaines de manquer de patriotisme. La voix des honnêtes journaux de Leipzig n'étant point écoutée, on s'adressa à l'autorité militaire. — En conséquence, un ordre de la place nous intima brutalement la défense de sortir de chez nous entre onze heures du soir et six heures du matin. — Comme il s'agissait d'intérêt public on fit passer nos logeurs à l'état de mouchards; sous peine d'une forte amende, ils devaient faire le cas échéant, leur rapport à la place.

Du reste, cette consigne ne nous parut pas bien sévère: nous vivions très à l'écart et entre nous. Notre pensée était toute à la patrie.

Tous les jours des dépêches allemandes annonçaient de nouveaux revers.

Les hourahs de la population, les drapeaux dont on pavoisait les maisons étaient pour nous un continuel motif de tristesse.

Loin du théâtre de la lutte, vivant au milieu de ce peuple si vain de ses victoires, si sûr de son triomphe final, notre espoir dans le salut de la patrie diminuait tous les jours davantage.

Abattus par ces continuels revers, nous prévoyions déjà que l'exil serait, pour nous Alsaciens, plus long que la captivité, et qu'à notre retour nous trouverions l'Allemand installé à notre foyer.

Nos soldats, plus encore que nous, devaient souffrir de la captivité; aux angoisses morales s'ajoutaient les souffrances matérielles.

Ils subissaient le froid, la faim, et surtout un véritable emprisonnement. M. de Lacroix, capitaine de la 1re batterie d'artillerie mobile du Haut-Rhin, prit l'initiative d'une souscription parmi les officiers internés à Leipzig. Malgré nos faibles ressources elle s'éleva bientôt à 500 thalers (1,875 fr.).

Grâce à cette somme, on put payer les droits de transport et de douane, des ballots d'effets envoyés par l'Internationale, et restés en gare faute de l'acquittement de ces droits exigés par les Allemands. M. de Lacroix distribua le contenu de ces ballots aux prisonniers internés à Leipzig. Avec le restant de la somme versée à la souscription il acheta également des chemises et des vêtements chauds, et ainsi tout les hommes internés dans la place en furent pourvus.

Au camp d'Ubigau la situation était affreuse; un officier se rendit à Dresde avec quelques caisses de vêtements. Il s'adressa en vain au commandant de place et au commandant du camp. Pour être admis à voir les prisonniers, il lui fallut aller jusqu'au ministre de la guerre. Ce n'était pas sans raison que les Allemands s'y étaient prêtés de si mauvaise grâce. Le camp d'Ubigau, situé à une lieue de Dresde, dans une plaine ouverte à tous les vents et contournée par l'Elbe, était entièrement clos de hautes palissades. Sur l'autre rive du fleuve, des pièces de canon étaient braquées sur le camp du haut d'un petit monticule. Des baraques de bois, dont le plancher était au-dessous du niveau du sol, abritaient à peine les prisonniers. On avait bien donné à nos hommes un poêle par baraque, mais, la neige fondant sur les planches mal jointes, l'eau coulait à travers la toiture. Il y avait souvent près d'un pied d'eau dans ces sortes de sous-sols; ce devait être bien pis au dégel. Toutes les corvées du camp jusqu'à la ville se faisaient dans des tranchées de neige au moyen de chariots auxquels étaient attelés souvent plus de vingt hommes conduits par des Prussiens, le fusil chargé. C'était sur ces voitures découvertes, et traînées par leurs camarades que les nombreux malades, enveloppés à peine dans quelques couvertures, étaient menés à l'hôpital de Dresde.

La discipline était sévère et la répression des moindres infractions atroce : on liait les malheureux à des poteaux et ils restaient ainsi pendant deux heures exposés à un froid glacial.

C'est à peine si les prisonniers étaient nourris ; il y avait bien une ration réglementaire, mais outre qu'elle était insuffisante, les feldwebels allemands qui avaient la surveillance des baraquements ne se faisaient pas faute de diminuer encore l'ordinaire à leur profit. Ils y mettaient si peu de pudeur, qu'ils osèrent offrir une part du butin aux sergents-majors français dans l'espérance de n'être pas dénoncés. Après cela, il ne faut pas s'étonner qu'une partie seulement des vêtements envoyés par l'Internationale soit parvenue à nos soldats.

L'insuffisance de nourriture et un froid qui descendit à — 29° Réaumur (36° centigrades), furent une des causes nombreuses des maladies et surtout du typhus qui décimèrent nos soldats prisonniers.

A Rendsbourg et à Kœnigstein les souffrances n'étaient pas moins atroces. Les officiers des francs-tireurs de Mirecourt, faits prisonniers avec nous, furent envoyés dans les premiers temps à cette dernière forteresse. Il y furent traités de la façon la plus barbare. Tous les soirs on leur faisait entendre que le lendemain ils seraient passés par les armes.

Il fallut s'adresser aux plus hautes autorités prus-

siennes pour obtenir qu'ils fussent traités de la même façon que les officiers de l'armée régulière.

A Leipzig, comme partout ailleurs, on nous inondait d'exemplaires du *Drapeau*. Ce journal qu'il est inutile aujourd'hui de qualifier, arrivait par ballots à la place. Les Allemands mettaient consciencieusement nos noms et nos adresses sur les bandes et il nous arrivait en double exemplaire à domicile. De nombreuses protestations repoussant le rôle indigne qu'on prétendait faire jouer à l'armée prisonnière, furent signées par le plus grand nombre des officiers internés à Leipzig. Mais l'autorité militaire, qui contrôlait minutieusement notre correspondance, les arrêta pour la plupart. On alla même jusqu'à nous interdire la lecture de l'*Indépendance Belge* qui les publiait et qui se montrait sympathique à notre cause.

Cette complicité des Allemands avec le gouvernement qui leur avait déclaré la guerre et contre lequel seulement, à leur entrée en France, ils se prétendaient armés, ne devait pas toujours durer. L'attitude de la France et des soldats internés, ne se prêtant pas à leurs projets de restauration, ils comprirent qu'il y fallait renoncer. Et le jour où ils virent qu'ils allaient traiter avec le gouvernement de la République, ils crurent devoir interdire aux officiers de se prêter au vote que le gouverne-

ment déchu demandait alors à l'armée prisonnière.

Dans le courant de décembre on proposa aux Alsaciens de les laisser rentrer dans leurs foyers sur parole et moyennant une légère caution. A la presque unanimité les officiers alsaciens refusèrent; les soldats en firent autant. Nous attendîmes pour revoir notre pays le traité de paix qui le livrait à nos ennemis.

Le jour de Noël arriva. C'est la grande fête allemande. Les dames de Leipzig organisèrent parmi les habitants une souscription dans le but d'offrir une sorte de banquet à ceux des blessés allemands qui se trouvaient à l'hôpital de Leipzig. Beaucoup de nos soldats y étaient également, mais les dames allemandes décidèrent que leurs faveurs ne descendraient pas jusqu'à eux.

Dans les premiers jours de janvier, l'ordre suivant nous fut envoyé du château de Pleissenbourg :

« Sur un nouvel ordre ministériel de Berlin, les « officiers internés en Allemagne *sont obligés de* « *se présenter tous les jours à l'appel.*

« Par suite de cette circulaire, le commandant « de place prie MM. les officiers internés dans la « place de Leipzig de venir se présenter, dès samedi « quatorze courant, tous les jours à l'appel de

« onze heures, au château du Pleissenbourg, au « corridor situé en face de la porte du bureau de « la place. »

« *Le commandant de la place,*
« De Gersdorff,
« *Major.* »

Le commandant de place nous expliqua que cette nouvelle rigueur était due à ce fait que, dans quelques villes d'Allemagne, des officiers prisonniers sur parole s'étaient échappés.

Il se faisait un plaisir de nous avertir que si l'un de nous s'avisait de violer sa parole, dix de ses camarades iraient expier sa faute au *carcere duro* dans une forteresse. C'était de la justice distributive.

Vers cette même époque nous reçûmes la demi-solde de captivité qui devait nous être comptée à notre retour en France. L'Angleterre voulut bien se charger de nous la faire tenir par l'intermédiaire de ses consuls.

Nos soldats, pour tromper les ennuis de la captivité et pour gagner quelque argent dont ils avaient grand besoin pour vivre, demandèrent l'autorisation d'organiser un petit théâtre au château de Pleissenbourg où ils étaient casernés. Deux ou trois fois par semaine on donnait des repré-

sentations au *théâtre français*. Le commandant de place nous communiquait chaque fois, à l'appel d'onze heures, le programme de la soirée. Nos pauvres prisonniers avaient conservé la bonne gaîté française au milieu des souffrances de la captivité; l'entreprise fut couronnée de succès. Les habitants de Leipzig vinrent assister aux représentations et tous les soirs la petite salle était comble.

Vers le milieu de janvier, les efforts de l'armée de l'Est pour donner la main à la garnison de Belfort amenèrent dans les provinces allemandes des bords du Rhin une véritable panique dont le contre-coup se fit sentir jusqu'en Saxe.

Nous eûmes un moment d'espoir, mais bientôt il nous fut enlevé par la nouvelle de la capitulation de Paris et de l'armistice.

Les craintes qu'avaient eu les Allemands rendirent plus vive encore la joie que leur causaient ces nouveaux succès. Les maisons furent pavoisées du haut en bas, et le soir ce fut une véritable orgie de lampions.

La grande et indivisible patrie allemande était représentée par des drapeaux de toutes nuances; d'énormes transparents représentaient le vieux Guillaume en empereur romain et « notre cher Fritz » en grand costume militaire. La population se pâmait dévotement devant ces saintes images.

Vers la fin de février nous perdîmes un de nos camarades, le lieutenant Knoll, atteint de la variole noire; il fut emporté en quelques heures. C'était peu de jours avant le moment où nous allions revoir notre patrie.

Avant de clore le triste chapitre de notre captivité, nous nous faisons un devoir de dire l'accueil sympathique et généreux que nous fit la petite colonie russe de Leipzig. Un industriel français, M. Wurtz, établi depuis quelques années dans cette ville, fut également pour les prisonniers un véritable bienfaiteur.

Les préliminaires de la paix venaient d'être signés à Versailles. L'article 6 de la convention portait: « Les prisonniers de guerre qui n'auront « pas encore été mis en liberté par voie d'échange « seront rendus immédiatement après la ratifica- « tion des présents préliminaires. Afin d'activer le « transport des prisonniers de guerre le Gouver- « nement français mettra à la disposition des auto- « rités allemandes, à l'intérieur du territoire alle- « mand, une partie du matériel roulant de ses che- « mins de fer. »

En conséquence de cette convention nous reçûmes nos passe-ports. Nous étions libres de rentrer en France..... à nos frais. Quelques-uns de ceux à qui leurs moyens ne permirent pas ce long

et coûteux voyage, restèrent encore près de deux mois en Allemagne.

Enfin nous étions libres. Mais à quel prix!

Notre pays était perdu pour nous. Notre attachement à la patrie allait exiger un nouvel exil! Aujourd'hui, chassés de notre pays natal, mais ayant foi dans l'avenir, nous attendons impatiemment le jour où la France nous appellera à combattre encore une fois sous ses drapeaux!



DOCUMENTS ET CONCLUSION.

CONSEIL D'ENQUÊTE

CONVOQUÉ EN VERTU DE L'ART. 264 DU DÉCRET DU 13 OCTOBRE 1863.

Neuf-Brisach et fort Mortier.

(Extrait du procès-verbal de la séance du 8 janvier 1872.)

Le conseil d'enquête,

Vu le dossier relatif à la capitulation de la place de Neufbrisach et du fort Mortier;

Vu le texte de la capitulation;

Sur le rapport qui lui en a été fait;

Ouï M. le lieutenant-colonel de Kerhor, ex-commandant de la place de Neufbrisach;

Après en avoir délibéré,

Exprime comme suit son avis motivé sur ladite capitulation :

Sur une garnison de 5,000 hommes, il n'y avait dans la place de Neufbrisach que 1,000 hommes de troupes de ligne, le reste se composait de bataillons

de la garde nationale mobile du Haut-Rhin et du Rhône et d'une compagnie de francs-tireurs.

L'instruction, l'équipement, l'armement de ces troupes étaient fort incomplets : la discipline surtout était loin de répondre aux besoins de la défense, particulièrement dans le bataillon du Rhône qui, dès son arrivée, manifesta de si mauvais sentiments, que le commandant supérieur hésita à l'admettre dans la place et le fit bivaquer sur les glacis.

La place fut investie le 14 septembre; le 8 octobre, après sommation de se rendre, elle fut bombardée et ce bombardement, sauf quelques intervalles de repos, fut si vif que les troupes de la garnison en furent fortement impressionnées. Bientôt des actes de lâcheté et d'insoumission se manifestèrent, les hommes ne voulurent plus monter la garde.

Le commandant supérieur institua des conseils de guerre et une cour martiale, devant lesquels les délinquants comparurent; mais ces tribunaux dénotèrent une telle faiblesse en acquittant les prévenus que le commandant dut renoncer à ce moyen d'action. Alors il fit désarmer la garde nationale sédentaire et les francs-tireurs. Les choses en vinrent enfin à ce point que, sur le rapport des différents commandants de troupes, on put craindre une rébellion complète et la livraison de la place à l'ennemi par les mécontents.

Ce fut alors que le commandant supérieur prescrivit de noyer une grande partie des poudres, de détruire les pièces rayées, les fusils en magasin et plus d'un million de cartouches.

Ces vives préoccupations se firent jour encore dans une seconde séance du conseil de défense, et ce fut à

la suite de ce conseil, quand tous les officiers qui le composaient opinèrent pour la capitulation, que le commandant supérieur arbora, bien malgré lui, le drapeau parlementaire. Mais, avant de le hisser, le lieutenant-colonel de Kerhor fit distribuer à la garnison les vivres et les effets d'habillement qui se trouvaient en magasin et sut même obtenir de la ville un prêt de 16,000 fr. pour acquitter la solde.

Le commandant supérieur eut la fermeté de résister aux instances des officiers de la garde nationale mobile qui demandèrent à rentrer dans leurs foyers; il les fit considérer comme prisonniers de guerre et ils partagèrent le sort de leurs soldats.

Le conseil donne des éloges à M. le lieutenant-colonel de Kerhor pour la fermeté qu'il a montrée dans les circonstances difficiles dont l'exposé précède.

Sans doute la place de Neufbrisach a capitulé sans qu'il ait été fait brèche à ses remparts, sans avoir subi d'assaut, et en cela le commandant a manqué à l'art. 254 du décret du 13 octobre 1863; mais le conseil croit qu'il doit lui être tenu compte des mauvais éléments de défense qu'il avait sous ses ordres, du danger imminent de voir livrer la place à l'ennemi, et d'avoir détruit la plus grande partie de l'armement et des munitions.

Pour extrait conforme :

Le président du Conseil d'enquête,

Signé : BARAGUEY-D'HILLIERS.

PROTESTATION

DU COMMANDANT MESSAGER

CHEF DU 2me BATAILLON DE LA GARDE MOBILE DU HAUT-RHIN.

A Monsieur le Ministre de la Guerre.

Nous venons de lire le rapport sur la capitulation de Neufbrisach; nous croyons à une erreur, et nous vous prions de demander à la commission d'enquête de faire les recherches nécessaires pour mettre au grand jour la vérité.

En attendant votre décision, permettez-nous de protester contre les termes du rapport, cette protestation devant servir à éclairer nos juges.

La garnison de Neufbrisach se composait du 2e et du 3e bataillon de la garde nationale mobile du Haut-Rhin; d'un bataillon de mobiles du Rhône; de deux compagnies de francs-tireurs : celle de Neufbrisach, qui a fait le service de l'artillerie pendant le siége; celle de Mirecourt, qui a fait son devoir et n'a jamais été licenciée; de deux batteries d'artillerie de la mobile; d'une compagnie du génie de la mobile, commandée par un officier de la ligne; d'une batterie d'artillerie de l'armée, et enfin de deux bataillons du 74e de ligne, qui n'eurent pendant le siége qu'un seul commandant,

M. Salgues, ex-capitaine d'habillement et major audit régiment.

La garde nationale mobilisée faisait le service des pièces (ancien modèle); cette compagnie fut sans doute licenciée parce qu'elle ne faisait aucun service utile à la défense de la place.

Cette compagnie et la brigade de gendarmerie furent exemptées, dans la capitulation, de se rendre en Allemagne comme prisonnières de guerre.

L'instruction, l'équipement, l'armement étaient fort incomplets.

En effet, une partie des mobiles furent habillés de blouses et de pantalons de toile; le dépôt du 74e conservait précieusement dans les casemates 100,000 fr. de draps en pièce qui furent livrés à l'ennemi.

Une sacoche en toile fut le seul objet d'équipement qui dut servir à mettre les cartouches et le pain.

Un premier fusil, dit modèle de dragons, fut d'abord donné à un petit nombre d'hommes et fut remplacé plus tard par le fusil à tabatière, de mauvaise fabrication, et dont une grande partie fut détériorée dès les premiers jours. On a oublié dans le rapport de dire qu'il y avait, dans les magasins du 74e, 600 chassepots qui furent conservés précieusement pour être livrés à l'ennemi. Pour éviter toute objection à ce sujet, nous déclarons que ces fusils furent offerts à la mobile quatre jours avant la reddition de la place; nous constatons le fait sans commentaires.

La discipline laissait à désirer. Il faut faire la part de la durée des services des mobiles, et mettre en parallèle celle d'un régiment qui devait servir de modèle; pourtant un homme de ce régiment fut con-

damné par le conseil de guerre et fut fusillé dans les fossés de la place.

Ce fut à la demande de M. le commandant de la place que le bataillon du Rhône fut envoyé de Belfort à Neuf-brisach; le motif qui le fit camper sur les glacis est dû au manque de casernement et de fournitures.

A son arrivée dans la place, ce bataillon dénota des allures peu communes à celles des Alsaciens, et fit sans doute présumer de son indiscipline.

Ce sont les premiers griefs du rapport : nous les complétons.

Le 11 septembre, la place fut investie très-partiellement; on put encore communiquer avec Belfort. A partir de cette époque, des reconnaissances furent faites régulièrement; et si les résultats obtenus dans ces différentes opérations ne méritaient pas les éloges du chef supérieur, il faut l'expliquer par la non expérience de la guerre des troupes de la garnison.

Le 8 octobre, après sommation de rendre la place et le refus de M. de Kerhor, il ne fut pris aucune précaution de défense; pendant la nuit, la ville fut bombardée; la place ne répondant pas à l'attaque, permit à l'ennemi de s'approcher en rase campagne, d'effectuer un tir à volonté et de brûler un huitième de la ville.

Du 8 octobre jusqu'à la fin du mois, l'ennemi s'occupa de ses travaux d'installation de batterie; plusieurs reconnaissances furent faites pendant ce temps; mais les rapports ne signalant aucun mouvement de terre dans la zone d'attaque reconnue par nos règlements, laissèrent MM. les officiers d'artillerie et du génie dans une parfaite sécurité.

A partir du bombardement du 8 octobre, la garnison

fut logée dans les casemates; les hommes y furent installés pêle-mêle, et la surveillance devint très-difficile; il y eut donc à cette époque un grand relâchement dans la discipline, mais il n'y eut aucun acte de lâcheté.

Nous arrivons aux premiers jours de novembre; une dernière reconnaissance fut faite par le 2e bataillon du Haut-Rhin, et la batterie prussienne de Wolfgantzein fut démasquée; au nord, du côté de Biesheim, la vigie signala le même jour les travaux de l'ennemi.

M. le commandant Marsal, de l'artillerie, prit immédiatement ses dispositions pour ouvrir le feu, auquel l'ennemi ne répondit que le lendemain au matin.

Pendant les premiers jours de ce deuxième bombardement, les artilleurs de la mobile et de l'armée rivalisèrent de courage et d'entrain: ils méritèrent les éloges du commandant d'artillerie, qui serait le premier à dire la vérité en cette occasion si un boulet ennemi n'avait privé la place de Neufbrisach de son véritable défenseur.

Le petit nombre de pièces rayées dont disposait la défense fut bientôt reconnu insuffisant, et en cette circonstance nous invoquerons encore les paroles de M. le commandant Marsal, qui a déclaré à notre commandant que nous étions perdus, et qu'il n'y avait plus qu'à sauver l'honneur.

Le feu de l'ennemi était incessant; la ville était livrée aux flammes et le découragement s'emparait de la garnison; la tour n° 3, située en face de la batterie prussienne de Wolfgantzein, renfermait 500 hommes; elle menaçait ruine, et il ne fut pas question de loger la garnison dans un autre souterrain.

Les cuisines, qui étaient en plein air, étaient sans cesse démolies, et lorsqu'une marmite de cent vingt rations était enlevée par un boulet ou une bombe, les hommes attendaient la distribution et retardaient ainsi l'heure de monter la garde; ces mêmes hommes réclamaient à manger, mais ils étaient résignés, et nous n'avons pas vu les actes d'insubordination dont parle le rapport.

Nous protestons énergiquement contre les dernières allégations du rapport, et nous déclarons que jusqu'au dernier moment la discipline fut suffisante, que nous n'avons jamais eu connaissance d'aucun complot qui pût faire craindre un acte de trahison; qu'aucun officier du bataillon n'a fait de démarches pour que son sort soit distinct de celui de ses hommes.

Que ladite somme de 16,000 fr. a été empruntée à la ville, non à la fin du siége, mais bien avant le deuxième bombardement; que cette somme d'argent a servi à deux fins : en partie à payer la solde des hommes, mais surtout à payer à MM. les officiers de l'état-major de la place et du 74ᵉ de ligne leur entière entrée en campagne, tandis que les officiers de la mobile n'ont pas encore touché la deuxième portion de ladite entrée en campagne, et qu'ils attendent encore aujourd'hui le bon vouloir de M. l'intendant de la 7ᵉ division pour en obtenir le paiement.

Nous ne saurions trop vous prier, Monsieur le Ministre, de vouloir bien fixer votre attention sur les derniers renseignements que nous vous donnons.

La mesure extrême de noyer une partie des poudres fut prise en conseil de défense; les instructions de détail furent données à M. le capitaine Wolbert, de

l'artillerie, pour l'accomplissement de cette mission.

Cette opération délicate se fit avec un tel désordre et un tel bruit, que l'ennemi crut pendant cette nuit que la garnison de la place se révoltait.

Nous attribuons en grande partie à cette opération, qui eut lieu quarante-huit heures avant la reddition de la place, le découragement qui s'est produit pendant les derniers moments de la défense.

Noyer ostensiblement les poudres, c'était dire qu'on renonçait à la défense.

Nous ne saurions trop insister sur ces moments d'angoisses, car c'est la veille de la reddition que ces faits se passaient, que l'artillerie détruisait ses pièces et incendiait ses fusées, indiquant par ce travail qu'on avait jugé notre mission terminée.

Nous n'avions plus de moyens de défense, il ne nous restait plus qu'à nous rendre.

C'est alors que M. de Kerhor, pour sanctionner sans doute sa conduite, exigea des chefs de corps un rapport sur l'état moral des hommes.

Ce sont ces rapports dont on s'est fait une arme contre la mobile : vous apprécierez !

Les défenseurs de la ville de Neufbrisach ne se sont pas laissé abattre par les revers de l'armée du Rhin, par la capitulation de Strasbourg, de Metz et de Sedan.

Ils apprirent encore, avant de finir la lutte, que Schlestadt était tombée aux mains de l'ennemi.

Vu le rapport, nous ne pouvons donc penser que ces faits soient à votre connaissance.

La place de Neufbrisach est tombée au pouvoir de l'ennemi non par la faute de ses défenseurs, mais bien à cause des moyens imparfaits de la défense qu'elle

renfermait en elle-même; elle a subi deux bombardements, le dernier de onze jours consécutifs.

Nous terminerons en déclarant que M. le commandant de Kerhor a fait son devoir, mais qu'il a eu le tort de ne pas s'éclairer sur toute chose avant de déposer devant la commission sa justification au détriment de l'honneur de sa garnison, qu'il calomnie en cette circonstance.

Nous réclamons donc de votre justice, Monsieur le Ministre, la révision du rapport du conseil d'enquête.

Veuillez agréer, etc., etc.

P. MESSAGER.

(Suivent toutes les signatures.)

PROTESTATION

DE M. LE CAPITAINE DE LACROIX

extraite de l'*Industriel alsacien* du 12 mai 1872.

Monsieur le rédacteur,

Je viens de lire dans votre numéro de ce jour, l'extrait du procès-verbal du conseil d'enquête sur la capitulation de Neufbrisach.

Comme capitaine commandant la 1re batterie d'artillerie de la garde mobile du Haut-Rhin, je crois devoir

protester contre quelques-uns des faits révélés par le procès-verbal, afin de sauvegarder l'honneur des officiers et des canonniers placés sous mes ordres.

Je déclare :

1° Que, jusqu'au dernier moment, la discipline la plus parfaite a été observée dans ma batterie, et qu'aucun de mes hommes n'a refusé le service;

2° Que je n'ai jamais eu connaissance d'aucun complot qui pût faire craindre la livraison de la place à l'ennemi;

3° Qu'il n'est point à ma connaissance qu'aucun des officiers placés sous mes ordres ait fait une démarche auprès du commandant, pour que son sort fût distinct de celui de ses soldats;

4° Que la noyade d'une partie des poudres, *qui eut lieu 48 heures avant la reddition de la place,* impressionna vivement la garnison, lui fit entrevoir une capitulation prochaine, et dès lors fit naître dans son esprit la pensée qu'il était inutile de prolonger de quelques heures une résistance désormais condamnée;

5° Qu'un seul rapport me fut demandé sur le moral de ma troupe; ce fut le jour même de la capitulation, à onze heures et demie du matin, c'est-à-dire deux heures avant la reddition. J'y indiquai la situation telle que je viens de l'esquisser plus haut. Mais, dès huit heures du matin, les pièces qui armaient le corps de la place avaient été mises hors de service, et, la veille déjà, les officiers d'artillerie de garde avaient reçu l'ordre d'épuiser leurs munitions et de cesser le feu à partir du lendemain, 10 novembre, à six heures du matin. Le même jour, à une heure et demie de l'après-midi, le drapeau blanc fut hissé.

Neufbrisach avait subi un investissement de plus d'un mois; la ville avait souffert, dans la nuit du 7 au 8 octobre, un bombardement qui avait détruit un tiers des maisons; enfin elle avait supporté un second bombardement qui avait duré, sans interruption, huit jours et demi pleins, du 2 au 10 novembre.

Voici ce qu'a dit de Neufbrisach un journal de Berlin, la *National Zeitung*, dans son numéro du 18 novembre 1870 :

« Aucune ville n'a eu relativement plus à souffrir de l'artillerie meurtrière des Prussiens que Neufbrisach; toute la ville, y compris les fortifications, n'est qu'un monceau de ruines. Le système de Vauban a fait son temps par suite du perfectionnement de notre artillerie. Il est absolument inutile aujourd'hui de fortifier une ville qui n'est pas défendue, pour ainsi dire, par sa position même ou par des forts détachés. »

De toutes les places, dont nous lisons les capitulations — j'en excepte Phalsbourg — quelle est celle qui a résisté et souffert autant que Neufbrisach? Et pourtant nous, ses modestes défenseurs, nous sommes les plus maltraités par le conseil d'enquête, qui nous cloue au pilori de l'histoire!

S'il y eut des hommes coupables parmi nous, qu'on les nomme! A eux le mépris et la honte! Mais qu'on ne stigmatise pas en bloc une garnison dont la majeure partie était composée de braves gens.

Dans l'espoir que vous voudrez bien accueillir ces

lignes dans votre prochain numéro, je vous salue, Monsieur, très-sincèrement.

V. DE LACROIX,
ex-capitaine commandant la 1re batterie d'artillerie de la garde mobile du Haut-Rhin.

PROTESTATION

DES OFFICIERS DU 2me BATAILLON DE LA GARDE MOBILE DU HAUT-RHIN.

(Extraite du *Temps*, 19 mai 1872.)

A M. le Président du Conseil d'enquête sur les capitulations.

Monsieur le président,

Nous, soussignés, faisant partie du 2e bataillon des mobiles du Haut-Rhin, après avoir lu le procès-verbal du conseil d'enquête sur la capitulation de Neufbrisach, croyons de notre devoir de protester contre certains faits qui portent atteinte à l'honneur de la garnison entière, et en général contre l'esprit qui a présidé à la rédaction de ce document.

Nous y voyons, en effet, toutes les fautes commises rejetées sur la garnison et le mérite d'un seul rehaussé. Nous regrettons aussi d'y trouver l'application d'un système condamné par la bonne foi et la justice, et qui

consiste à généraliser des faits isolés pour en tirer des conclusions d'ensemble. Enfin, nous constatons que les faits ont été tellement intervertis et enchevêtrés, que la vérité se trouve gravement dénaturée, et qu'il nous est permis de dire que la déposition du colonel de Kerhor ne rend pas un compte réel de ce qui s'est passé.

Nous sommes prêts à soutenir toutes ces affirmations devant qui de droit, et venons vous prier de nous donner les moyens de rétablir publiquement la vérité par un supplément d'enquête ou par une contre-enquête qui, au lieu d'écouter une seule déposition, admette tous les témoignages pour arriver à la vérité.

En attendant, nous croyons devoir immédiatement et de toutes nos forces protester contre trois allégations principales :

1° Parmi les motifs invoqués par le conseil d'enquête, on lit celui-ci : « *Les hommes ne voulurent plus monter la garde.* »

Or, aucun de nous n'a jamais constaté rien de pareil autour de lui; si le fait s'est produit pour une compagnie ou pour quelques hommes, ce n'est pas dans le 2e bataillon du Haut-Rhin, et il est profondément injuste d'en rendre responsable la garnison entière. Qu'on cite au moins des noms! qu'on précise les faits! que chacun assume la responsabilité de ses actes! Si, en effet, il s'est produit quelque fait isolé de ce genre, ce n'a été que le dernier jour de la résistance et à la suite de la noyade publique des poudres qui était le commencement déjà de la capitulation. N'était-ce pas, du reste, le cas, pour le colonel de Kerhor, de montrer

alors cette fermeté dont le conseil le loue, de se présenter à ces hommes et de les rappeler au devoir?

« 2° *Sur le rapport des différents commandants de troupes, on put craindre une rébellion complète et la livraison de la place à l'ennemi par les mécontents.* » Nous ne sommes pas dans le secret des rapports de nos chefs, mais ce que nous pouvons constater sur l'honneur, c'est qu'avant de lire le rapport du conseil d'enquête, nous ne nous étions jamais doutés de rien de pareil. Nous ne pouvons donc assez nous élever contre une pareille accusation, toute gratuite, que rien ne justifie et où l'odieux le dispute au ridicule. Nous sommes d'autant plus profondément blessés par cette allégation, que le conseil d'enquête la vise spécialement dans son jugement et en fait, pour ainsi dire, la base des félicitations adressées au commandant.

3° Enfin le colonel de Kerhor reçoit des éloges « *pour la fermeté qu'il a montrée en résistant aux instances* DES *officiers de la garde mobile qui demandèrent à rentrer dans leurs foyers.* »

Nous protestons hautement contre cette nouvelle atteinte à la vérité. Nous nions le fait positivement pour ce qui nous regarde et pour ce que nous savons. Encore une fois, s'il y a eu des demandes isolées, ce que nous ne croyons pas, qu'on cite les noms, mais qu'on ne rende pas toute une classe d'officiers responsable de quelques défaillances individuelles.

Nous ne parlerons pas ici des faits secondaires avancés par l'enquête, tels par exemple que l'action des cours martiales, l'emprunt fait à la ville, la distri-

bution des vivres et effets d'habillement faits à la troupe, et cependant il y aurait beaucoup à dire là-dessus; mais notre lettre est déjà assez longue.

Nous terminons, Monsieur le président, en vous réitérant encore une fois la demande d'un supplément d'enquête. La diffamation a été publique; la proclamation de la vérité doit l'être aussi.

Au moment où la France réagit contre toutes les hontes du passé et cherche dans la pratique de la justice la réédification de sa grandeur, il est triste pour tout citoyen de voir la vérité si cruellement travestie et annulée. Mais si un pareil déni de justice est triste à tout homme de cœur, combien plus navrant devient-il pour ceux qu'il touche directement jusqu'au plus profond de leur honneur; pour ceux qui, comme nous, violemment arrachés à leur patrie, reçoivent d'elle comme dernier adieu, un acte officiel de honte et de déshonneur !

Veuillez agréer, etc.

Colmar, le 15 mai 1872.

Au nom des signataires :

F. SALZMANN, ex-capitaine, 6e compagnie, 2e bataillon.
J. STŒCKLIN, ex-capitaine, 2e compagnie, 2e bataillon.
F. HANSER, ex-capitaine, 3e compagnie, 2e bataillon.
MASSON, ex-capitaine, 5e compagnie, 2e bataillon.
WIPFF, ex-capitaine, 4e compagnie, 2e bataillon.
SPANNAGEL, ex-capitaine, 8e compagnie, 2e bataillon.
A. SCHEURER, ex-lieutenant, 6e compagnie, 2e bataillon.
SÉE, ex-sous-lieutenant, 3e compagnie, 2e bataillon.

PROTESTATION

DES OFFICIERS DU 3me BATAILLON DE LA GARDE MOBILE DU HAUT-RHIN.

(Extrait de l'*Industriel alsacien*, 14 mai 1872.)

Nous, soussignés, ex-officiers du 3e bataillon de la garde mobile du Haut-Rhin, protestons de la manière la plus formelle contre l'avis, suivant nous, non motivé, exprimé par le Conseil d'enquête dans sa séance du 8 janvier, sur la capitulation de Neufbrisach.

La déposition de M. le lieutenant-colonel de Kerhor ayant seule pu servir de base à un jugement qui déshonore la garnison de cette place, nous déclarons sur notre âme et conscience que ladite déposition repose sur des faits évidemment dénaturés.

Il est notoirement faux que le premier bombardement du 7 octobre ait impressionné la garnison de manière à la démoraliser. Au contraire, ce fut à partir de ce moment que la majeure partie des ouvrages de défense fut exécutée avec une louable ardeur. Et si quelques actes de faiblesse ont pu se manifester dans les sorties de la garnison, il faut les attribuer à l'extrême jeunesse d'une partie des troupes, à l'inexpérience de certains officiers d'ailleurs pleins de bonne volonté.

Il n'y a eu qu'une seule cour martiale instituée pendant le siége, et si elle n'a pas condamné à mort,

malgré les instances du commandant supérieur, un garde mobile de Soultz (Haut-Rhin), accusé de tentative de désertion, c'est qu'il fut prouvé que ce malheureux était devenu idiot à la suite d'une grave maladie.

Il est notoirement faux que des francs-tireurs aient été désarmés pour un autre motif que celui de les soustraire à la captivité, le jour de la reddition.

Il est notoirement faux qu'aucune rébellion ait été à craindre, et quant à une tentative de livraison de la place à l'ennemi, le fait est tellement absurde que nous dédaignons d'y répondre.

Il est notoirement faux que la conduite générale de la garnison ait pu motiver la noyade des poudres qui eut lieu dans la soirée du 8 novembre à la stupéfaction de la population civile et militaire. C'est bien au contraire cette noyade des poudres indispensables à la défense, qui a fait admettre par la garnison la possibilité d'une reddition prochaine à laquelle elle n'aurait pas songé auparavant, malgré six journées d'un bombardement ininterrompu.

Il est notoirement faux que les hommes aient jamais refusé de monter la garde. S'il y a eu hésitation, ce n'a été qu'après que chaque soldat se fut convaincu de la destruction absolue des moyens de défense. Même au moment où le drapeau blanc fut hissé, tous les ouvrages dont la garde incombait à notre bataillon étaient occupés par le nombre d'hommes voulu.

Il est, à notre connaissance, absolument faux que des officiers de la garde mobile aient demandé à rentrer dans leurs foyers et refusé de partager le sort de leurs soldats.

Quant aux mobiles du Rhône et aux francs-tireurs de Mirecourt, ils n'ont, pas plus que les mobiles du Haut-Rhin, motivé par leur conduite les résolutions du commandant supérieur, seul responsable de la capitulation.

Nous sommes profondément indignés de nous voir jugés avec tant de rigueur sur des rapports faits avec la plus grande légèreté, et nous protestons avec toute notre énergie contre les conclusions du Conseil d'enquête.

Fait le 12 mai 1872.

E. de LAVILLE, ex-capitaine.
Alfred de BARY, id.
A. LARGER, id.
Michel DIEMER, id.
H. LATSCHA, ex-lieutenant.
E. KLEIN, id.
H. GERSBACH, id.
Paul SCHLUMBERGER, ex-sous-lieutenant.
H. JORDAN, id.
Alph. THUET, id.

LETTRE

ENVOYÉE AU COMMANDANT MESSAGER PAR ORDRE DU LIEUTENANT-COLONEL DE KERHOR. — RÉPONSE.

M. LE COMMANDANT LAPLUME

AU NOM DE M. LE LIEUTENANT-COLONEL DE KERHOR

A M. MESSAGER

Commandant le 2me bataillon de la garde mobile du Haut-Rhin.

Leipzig, 23 novembre 1870.

Mon cher camarade,

Le lieutenant-colonel de Kerhor m'écrit de Dresde et me charge de dire à tous les chefs de corps de la garnison de Neufbrisach qu'il les prie de lui faire un rapport « sur les militaires les plus méritants. » Le colonel ajoute : « Je ferai plus tard tout ce que je pourrai pour récompenser les plus braves. »

Je pense que M. le colonel de Kerhor donnera ultérieurement des indications sur la manière de lui faire parvenir le rapport demandé.

Recevez, mon cher camarade, l'assurance de mon entier dévouement.

Signé : LAPLUME.

RÉPONSE DE M. MESSAGER

A M. LE LIEUTENANT-COLONEL DE KERHOR

Leipzig, 23 novembre 1870.

Mon colonel,

Vous me demandez, par l'intermédiaire du commandant du génie, de vous faire un rapport sur les militaires les plus méritants de mon bataillon.

Permettez-moi d'être étonné de cette demande tardive.

Suivant vous, la mobile étant une mauvaise organisation, n'a donc pu rendre de services à son pays.

Les feuilles d'Alsace renferment déjà des articles dictés par la malveillance; ces articles font retomber toutes les fautes commises sur nos bataillons.

Aujourd'hui il serait ridicule, à mon avis, de chercher à obtenir d'illusoires récompenses.

Je prétends que la mobile a fait plus qu'on ne pouvait attendre d'officiers et de soldats de deux mois de service.

L'Alsace a su apprécier ses enfants; la France entière s'en souviendra.

La seule récompense que le 2e bataillon du Haut-

Rhin puisse espérer et demander, c'est que la vérité soit faite.

Agréez, mon colonel, mes salutations.

Le chef du 2e bataillon,
P. MESSAGER.

PIÈCES

CONCERNANT LES COMPAGNIES DE FRANCS-TIREURS.

Mon cher capitaine,

Je n'ai eu qu'à me louer des francs-tireurs de Mirecourt, que vous avez toujours très-bien commandés. Dans toutes les sorties, ils ont montré l'entrain et le courage qu'on aurait dû rencontrer chez tous les soldats qui étaient appelés à défendre la patrie.

Veuillez faire connaître aux officiers, sous-officiers et soldats de la compagnie des francs-tireurs de Mirecourt, que je conserve le meilleur souvenir des services qu'ils ont rendus pendant le siége de Neufbrisach.

Recevez, etc.

Signé : Lieutenant-colonel De KERHOR.

PLACE DE NEUF-BRISACH

Ordre du lieutenant-colonel, commandant supérieur, du 4 novembre 1870.

Vu le manque de numéraire dans la caisse du payeur, et considérant que les francs-tireurs de Neufbrisach

peuvent rendre de grands services dans la garde sédentaire, le lieutenant-colonel, commandant supérieur, dissout la compagnie des francs-tireurs de Neufbrisach, et la fait passer dans la garde sédentaire, pour le service de l'artillerie. Je compte que les francs-tireurs continueront à se distinguer dans cette nouvelle position, comme ils l'ont fait jusqu'à présent dans le service pénible qu'ils ont rempli avec zèle et intelligence depuis trois mois. La compagnie des francs-tireurs fera une deuxième compagnie de sédentaires, sous les ordres de ses officiers, et fera complétement le service de l'artillerie.

Ils continueront à toucher les vivres de campagne.

Le lieutenant-colonel, commandant supérieur,
Signé : De KERHOR.

Nous ne donnons pas les nombreuses protestations isolées. Nous citerons seulement celles qui sont à notre connaissance.

Celles de MM.

MEYER, capitaine au 3e bataillon. (*Industriel alsacien.*)

LARGER, capitaine, et JORDAN, lieutenant au 3e bataillon.

SCHŒNLAUB, lieutenant, BLECH et THOMAS, sous-lieutenants et plusieurs sous-officiers.

Charles Risler, lieutenant d'artillerie mobile. (*République française* du 10 mai 1872.)

Perdrault, mobile du Rhône. (*République française* du 18 mai 1872.)

Nous savons qu'il en existe un plus grand nombre mais nous n'avons pu nous les procurer.

Le 26 mai 1872, soixante-neuf officiers et sous-officiers de la garnison de Neufbrisach se sont réunis à Colmar dans le but de nommer une Commission qui se chargerait d'obtenir par tous les moyens possibles une contre-enquête sur la capitulation. Ce Comité se chargerait également de rassembler tous les documents nécessaires pour rétablir l'exactitude des faits.

Après une vaine tentative au ministère de la guerre, ce Comité pria un compatriote, M. Scheurer-Kestner, député de la Seine, de déposer une pétition sur le bureau de l'Assemblée nationale.

Nous donnons le texte entier de cette pétition, parce qu'elle résume mieux que nous ne pourrions le faire l'opinion de la plus grande partie des officiers qui ont fait partie de la défense de Neufbrisach.

PÉTITION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

A Messieurs les Députés de l'Assemblée nationale à Versailles.

Mulhouse, le 6 juillet 1872.

MESSIEURS LES DÉPUTÉS,

Nous soussignés, officiers de la garde nationale mobile du Haut-Rhin, ayant fait partie de la garnison de Neufbrisach, délégués par nos camarades, officiers, sous-officiers et soldats, réunis en assemblée générale à Colmar, le dimanche 26 mai 1872, avons l'honneur de vous exposer que les accusations portées contre la garnison de Neufbrisach dans le procès-verbal du Conseil d'enquête relatif à la capitulation de cette place, ont excité parmi nous et dans toute l'Alsace la plus légitime indignation.

Une protestation contre les allégations dudit procès-verbal, concluant à une contre-enquête, a été adressée à Monsieur le Ministre de la guerre qui refusa de donner suite à ladite demande.

Atteints dans notre honneur comme militaires et comme Français, nous venons recourir à votre juridiction suprême, espérant que, dégagés de toute considération particulière, vous exigerez que justice nous soit rendue et qu'un examen plus approfondi des circonstances qui ont amené la capitulation rétablisse les faits dans toute leur vérité.

Pour notre justification nous nous faisons forts de prouver :

1° Que la place de Neufbrisach fut pour la première fois sommée de se rendre dans la journée du 7 octobre, sous peine d'un bombardement immédiat; que malgré cette sommation, les troupes ne furent pas consignées dans leurs quartiers, les casemates restèrent fermées, qu'en un mot aucune mesure ne fut prise pour parer aux conséquences de ce bombardement qui commença à neuf heures du soir pour ne finir que vers dix heures et demie, après avoir détruit un cinquième de la ville;

2° Que ce premier bombardement ne fut suivi d'aucun acte de lâcheté ni d'insoumission, qu'il n'existe d'ailleurs dans la série des ordres du jour aucun document pouvant laisser supposer que la garnison fût démoralisée par ce bombardement;

3° Que les conseils de guerre, loin de montrer de la faiblesse et d'acquitter les prévenus, débutèrent par la condamnation à mort d'un soldat convaincu d'homicide, lequel fut passé par les armes dans les fossés de la place;

4° Que des deux seuls hommes prévenus d'indiscipline qui furent traduits devant ledit conseil, l'un fut condamné à un an de prison et l'autre renvoyé des fins de la plainte par une ordonnance de non-lieu signée par le commandant de la place;

5° Que la cour martiale fut convoquée une seule fois, quatre jours avant la capitulation, pour juger une tentative de désertion, et que si le prévenu ne fut pas condamné à mort, c'est qu'il fut prouvé qu'il était atteint d'aliénation mentale;

6° Que ni la garde nationale sédentaire, ni aucune des deux compagnies de francs-tireurs ne furent à aucun moment désarmées comme il ressort :

1° D'une lettre de félicitations écrite depuis la guerre (le 21 avril 1871) par M. le colonel de Kerhor, ex-commandant de Neufbrisach à M. le capitaine des francs-tireurs de Mirecourt pour lui et sa compagnie;

2° D'un ordre de la place envoyé au capitaine des francs-tireurs de Neufbrisach six jours avant la capitulation (4 novembre) et signé par le même commandant qui prodigue des éloges à la compgnie, et, vu le manque de numéraire, la fait passer dans la garde nationale sédentaire pour le service de l'artillerie;

7° Qu'il est absolument faux qu'aucune rébellion ni menée ayant pour but de livrer la place à l'ennemi ait été à craindre. Les signataires repoussent cette imputation comme odieuse et ridicule;

8° Que bien au contraire la garnison supporta avec constance un second bombardement qui dura sans interruption pendant huit jours et demi.

9° Que s'il se produisit quelques refus isolés de service, *ce ne fut qu'après la noyade des poudres qui eut lieu 48 heures avant la reddition,* sans que cette mesure fût expliquée à la garnison; que du reste ces actes d'indiscipline furent immédiatement réprimés par les officiers;

10° Qu'il est faux enfin qu'aucun des officiers de la garde mobile ait demandé à rentrer dans ses foyers et ait refusé de partager le sort de ses soldats.

En conséquence, nous prions Messieurs les Députés de vouloir bien accueillir notre pétition et ordonner une contre-enquête.

Nous n'avançons rien que nous ne puissions prouver et sommes prêts à porter devant la commission d'enquête tous les documents, tous les faits capables d'éclairer sa religion.

Alsaciens pour la plupart, séparés violemment de la mère-patrie, nous ne saurions accepter d'elle comme dernier adieu un acte officiel de honte et de déshonneur.

S'il y a eu des personnalités coupables, que la responsabilité rejaillisse sur leur tête, mais au nom du droit, au nom de l'histoire impartiale, au nom de nos compagnons d'armes morts sur les remparts, nous sommes en droit d'exiger que la lumière se fasse.

Recevez, Messieurs les Députés, l'assurance de notre profond respect.

Le comité délégué,

V. de Lacroix, ex-capitaine d'artillerie de la mobile du Haut-Rhin.

Alfred de Bary, ex-capitaine au 3e bataillon de la mobile du Haut-Rhin.

Ch. Meyer, ex-capitaine au 3e bataillon de la mobile du Haut-Rhin.

P. Schlumberger, ex-sous-lieutenant de la mobile du Haut-Rhin.

A. Mansion, ex-sous-lieutenant des francs-tireurs de Neufbrisach.

J. Stœcklin, ex-capitaine au 2e bataillon de la mobile du Haut-Rhin.

F. Hauser, ex-capitaine au 2e bataillon de la mobile du Haut-Rhin.

Paul Weissgerber, ex-lieutenant au 2e bataillon de la mobile du Haut-Rhin.

F. Blech, ex-sous-lieutenant au 2e bataillon de la mobile du Haut-Rhin.

Berger, greffier du Conseil de guerre.

CONCLUSION.

Appelés à la défense de nos frontières, nous étions tous pleins d'ardeur, tous animés du désir de bien faire.

L'expérience nous manquait sans doute; mais ne manquait-elle point aussi à nos camarades, qui cependant se sont illustrés sous les ordres du colonel Denfert ou qui sont allés vaillamment combattre aux armées de la Loire?

Est-ce donc que l'on avait fait un triage des moins braves pour en former la garnison de Neufbrisach?

Est-ce à nous de porter la responsabilité d'une capitulation dont nous avons été les premières victimes?

Si l'on ne nous a pas demandé de faire davantage, est-ce donc là une raison de nous accuser de lâcheté et de trahison?

Dans toutes les occasions où il nous a été donné de combattre, nous avons su mériter les éloges de notre chef supérieur.

Aux sorties faites à Weckolsheim et à Wolfgantzen, notre infanterie se distingua. Les noms de plusieurs officiers, de sous-officiers et soldats portés à l'ordre du jour, en font foi.

Les artilleurs, sans cesse sur le rempart au service de leurs pièces sous un feu des plus violents, ont mérité les éloges de leur commandant. — Ses rapports peuvent l'attester.

Les lettres du lieutenant-colonel de Kerhor aux capitaines des compagnies de francs-tireurs sont des plus élogieuses.

Enfin de nombreuses récompenses accordées aux officiers, sous-officiers et soldats sur la proposition du commandant de place, sont la preuve la plus évidente de l'opinion que lui-même avait pu se faire des troupes placées sous ses ordres.

Si nous n'avons pas donné à notre récit la forme d'un plaidoyer s'attaquant successivement à tous les chefs d'accusation portés contre nous, c'est qu'ils sont de telle nature que nous avons cru de notre honneur de ne pas les discuter.

Il nous a été, du reste, facile de reconnaître que l'opinion publique avait su refuser tout crédit à ces accusations.

Nous avons cependant donné le texte des principales protestations, dont les signataires réclament tous une contre-enquête, car nous savons combien

en Alsace l'indignation a été grande à la lecture du procès-verbal du Conseil d'enquête, et combien notre pays, violemment séparé de la France, cst jaloux de conserver intact l'honneur de ses enfants.

TABLE DES MATIÈRES.

Nancy, imp. Berger-Levrault et Cie.





